l'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 662 - 8 F

10 OCTOBRE 1986

CELUI QUI CROIT AUX FAITS...



...ET CELUI QUI NE CROIT QU'AUX MOTS

© Fondation Jean-Jaurès

A nos lecteurs

Vous êtes déjà très nombreux à avoir répondu à l'appel que nous lançons depuis le début de septembre pour redresser la situation financière de « l'Unité ». Vos lettres d'encouragement, vos chèques de soutien nous confortent dans notre volonté que ce journal continue à vivre. Nous vous en remercions très vivement. Mais il faut poursuivre et amplifier l'effort entrepris. Chacun de vous peut y contribuer soit en nous envoyant une aide à la mesure de ses possibilités, soit en se réabonnant à l'avance, soit encore en recrutant très vite de nouveaux abonnés.

« L'Unité » doit continuer à tenir sa place dans le combat des socialistes. Nous sommes bien décidés à ce qu'il en soit ainsi. Nous vous remercions à l'avance de ce que vous ferez pour nous y aider.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité »
10, rue de Solférino - 75007 PARIS

Je soussigne .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante

★ ***abonnement de six mois (210 F)***
★ ***abonnement d'un an (310 F)***
★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

par chèque bancaire, chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » :
12.342.35.J. - Paris

Date

Signature





SOMMAIRE

« L'UNITE »
N° 662
du 10 octobre 1986

4 POLITIQUE FRANÇAISE

L'éditorial de Claude Estier.
Quand la France se paye de mots, par Martine Ducousset.
« Le Mariage blanc » : l'union est un combat, par Claude Estier.

8 POLITIQUE FRANÇAISE EN BREF

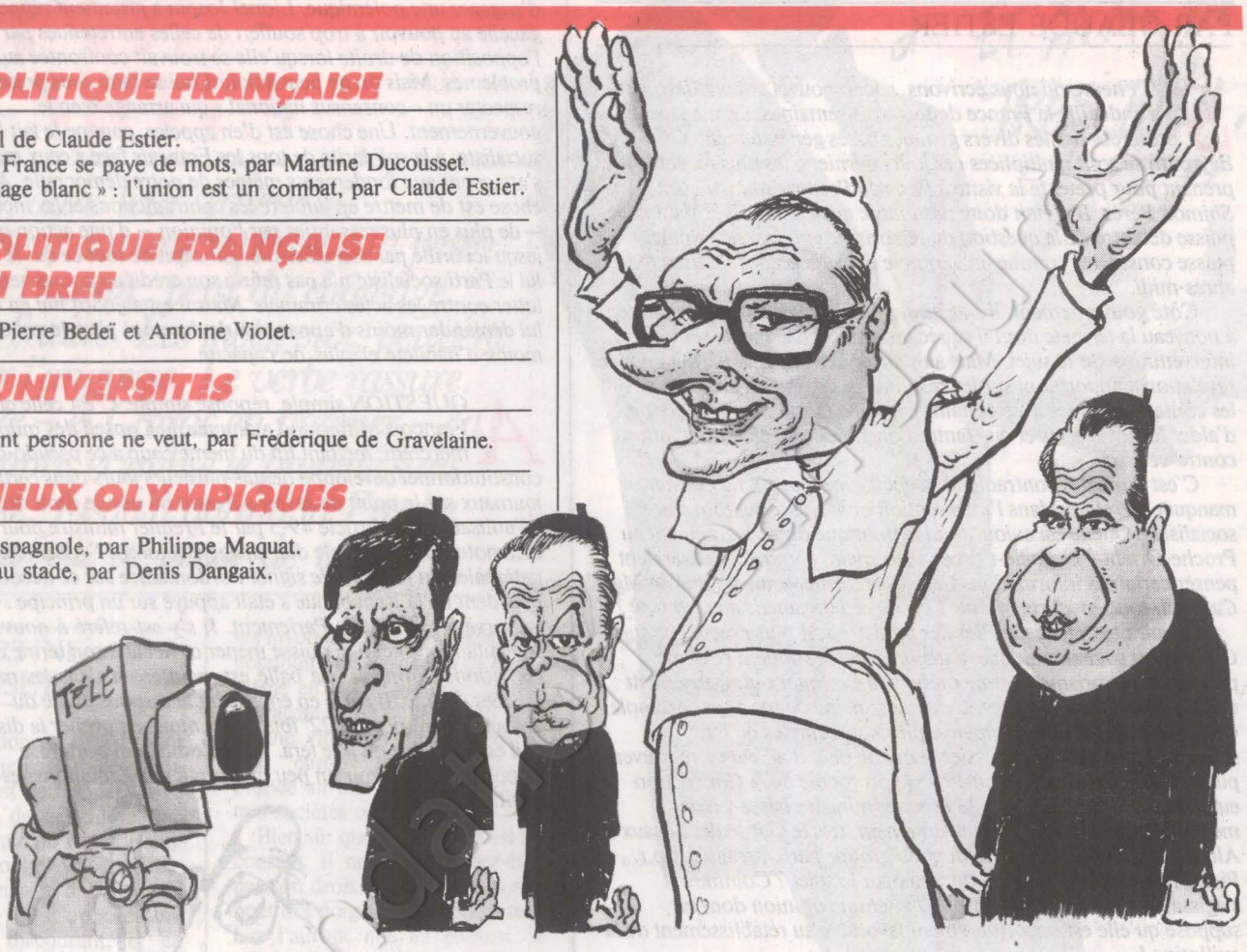
Par Jean-Pierre Bedeï et Antoine Violet.

10 UNIVERSITES

La loi dont personne ne veut, par Frédérique de Gravelaine.

11 JEUX OLYMPIQUES

L'heure espagnole, par Philippe Maquat.
Du rififi au stade, par Denis Dangaix.



15 ENVIRONNEMENT

Les chasseurs « non tirant » : une nouvelle race d'écolos, par Denis Dangaix.

16 LES ENTRETIENS DE L'UNITE

Yves Coppens : « Il est important de mettre l'accent sur notre origine animale » (Propos recueillis par Pierre-Yves Poindron).

20 MONDE

Afrique australe : l'arrière-cour de l'apartheid, par Carlos Ferrari-Lopez.
Pologne : le nouveau défi de Solidarnosc, par Jean Liberman.
Nucléaire civil : le Nord se défausse, le Sud s'équipe, par Michel Mathieu.

24 EXPOSITIONS

Le printemps russe de Matisse, par Lucien Curzi.

28 LIVRES

La chronique de Nicole Chaillot.

30 MEDIAS

Je ne veux pas mourir audio, par Jean-Paul Liégeois.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Jean Liberman, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Parlement
Le coup du mépris

PAR CLAUDE ESTIER

SI, à l'heure où nous écrivons, aucun nouvel attentat terroriste n'a endeuillé la France depuis trois semaines, les menaces proférées par les divers groupes basés généralement à Beyrouth se sont multipliées ces jours derniers, les plus récentes prenant pour prétexte la visite à Paris du Premier ministre israélien Shimon Pérès. Il n'était donc pas inutile que l'Assemblée nationale puisse débattre de la question du terrorisme encore que l'on ne puisse considérer comme un véritable débat la séance du mercredi après-midi.

Côté gouvernement, il s'agissait pour Jacques Chirac d'affirmer à nouveau la fermeté dont il se réclame dans chacune de ses interventions sur le sujet. Mais au-delà de ce rappel, il n'avait aucune révélation à apporter ni sur les résultats des enquêtes en cours ni sur les contacts engagés avec certains pays que tantôt l'on soupçonne d'aider les terroristes et que tantôt l'on appelle à l'aide pour lutter contre ceux-ci.

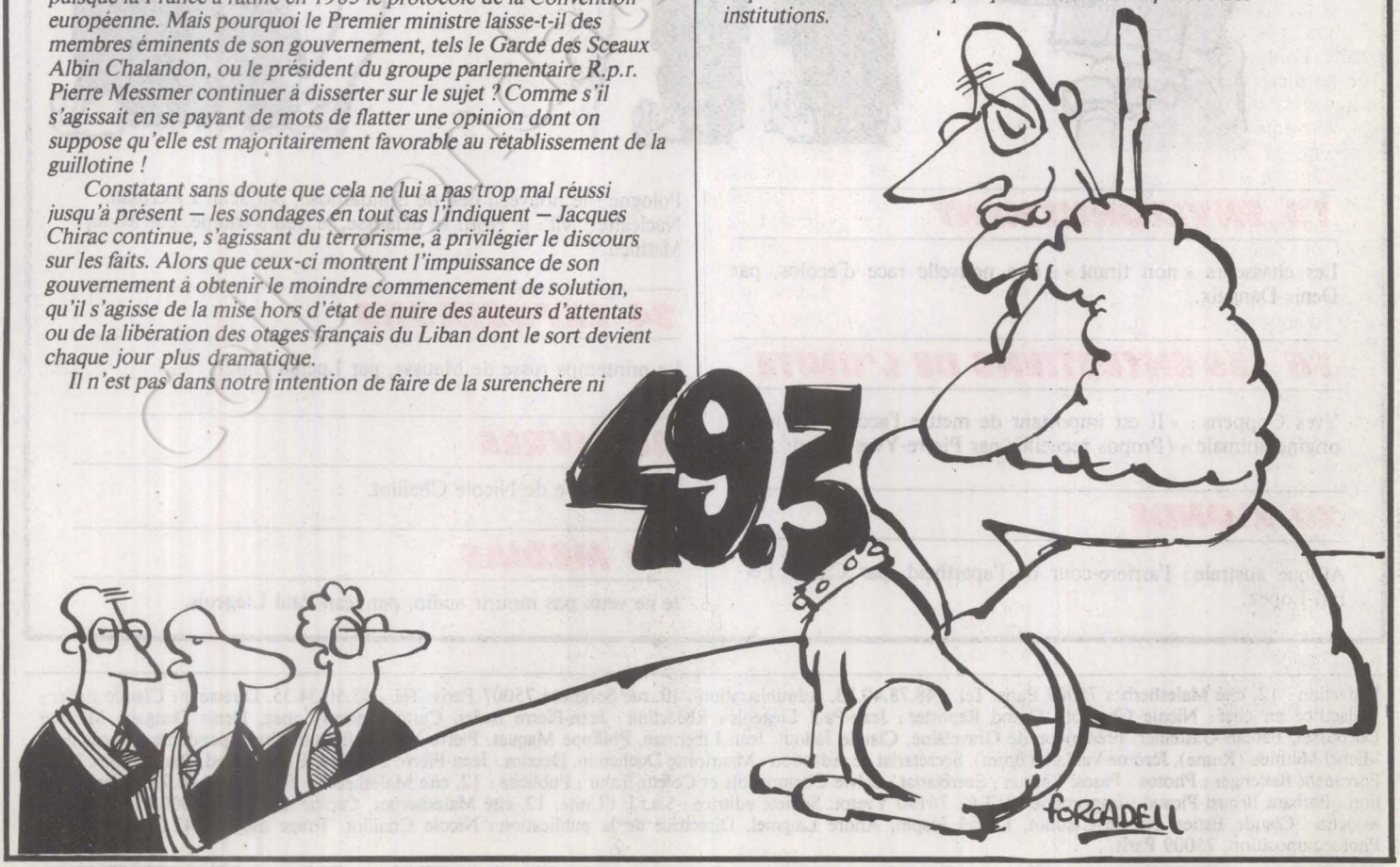
C'est l'une des contradictions que Lionel Jospin ne pouvait manquer de relever dans l'intervention qu'il a faite au nom des socialistes. Quelle est aujourd'hui la politique du gouvernement au Proche-Orient ? Négocie-t-on en sous-main, comme le laisseraient penser certaines informations liées à la récente venue à Paris de Mgr Capucci, tout en affirmant que l'on ne cédera jamais au chantage ?

On aurait aimé que le Premier ministre soit plus précis à ce sujet. Comme on souhaiterait que la majorité qui le soutient cesse de prendre le terrorisme comme prétexte à exploiter outrageusement certains thèmes sécuritaires. Celui de la peine de mort, par exemple. Certes, Jacques Chirac a répété à plusieurs reprises qu'il ne souhaitait pas rouvrir ce dossier — qui ne peut d'ailleurs être rouvert puisque la France a ratifié en 1985 le protocole de la Convention européenne. Mais pourquoi le Premier ministre laisse-t-il des membres éminents de son gouvernement, tels le Garde des Sceaux Albin Chalandon, ou le président du groupe parlementaire R.p.r. Pierre Messmer continuer à disserter sur le sujet ? Comme s'il s'agissait en se payant de mots de flatter une opinion dont on suppose qu'elle est majoritairement favorable au rétablissement de la guillotine !

Constatant sans doute que cela ne lui a pas trop mal réussi jusqu'à présent — les sondages en tout cas l'indiquent — Jacques Chirac continue, s'agissant du terrorisme, à privilégier le discours sur les faits. Alors que ceux-ci montrent l'impuissance de son gouvernement à obtenir le moindre commencement de solution, qu'il s'agisse de la mise hors d'état de nuire des auteurs d'attentats ou de la libération des otages français du Liban dont le sort devient chaque jour plus dramatique.

Il n'est pas dans notre intention de faire de la surenchère ni d'engager une polémique. Lionel Jospin a justement rappelé que la gauche au pouvoir a trop souffert de celles entretenues par l'opposition de droite lorsqu'elle se trouvait confrontée aux mêmes problèmes. Mais on ne peut aujourd'hui se taire sous prétexte de respecter un « consensus national » qui arrange bien le gouvernement. Une chose est d'en appeler, comme le fait le Parti socialiste, à la solidarité de tous les Français face à ceux qui s'attaquent aux fondements mêmes de notre démocratie. Autre chose est de mettre en lumière les contradictions et les incohérences — de plus en plus ressenties par l'opinion — d'une action qui n'a pas jusqu'ici brillé par son efficacité. En dépit de tout ce qui le sépare de lui le Parti socialiste n'a pas refusé son crédit au gouvernement pour lutter contre les actes criminels. Mais il est aujourd'hui en droit de lui demander moins d'apparence de dureté et plus de vraie fermeté, moins d'habileté et plus de capacité.

A QUESTION simple, réponse simple. C'est celle que François Mitterrand a donnée au Conseil des ministres de mercredi, mettant fin du même coup à ce pseudo-débat constitutionnel développé depuis plusieurs jours dans certains journaux sur le point de savoir s'il avait ou non le droit de s'opposer à l'utilisation de l'article 49-3 par le Premier ministre pour escamoter le débat sur le découpage électoral à l'Assemblée nationale. En refusant de signer l'ordonnance sur ce découpage, le président de la République s'était appuyé sur un principe : celui qui préserve les droits du Parlement. Il s'y est référé à nouveau en souhaitant que celui-ci puisse mener ce débat à son terme dans des conditions normales. La balle est maintenant dans les mains de Jacques Chirac. Il peut, en engageant la responsabilité du gouvernement pour la 22e fois en six mois, empêcher la discussion et il est probable qu'il le fera. Mais c'est lui qui portera la responsabilité d'avoir un peu plus mis à mal l'équilibre des institutions.



QUAND LA FRANCE SE PAYE DE MOTS

Les faits, dans leur sécheresse, n'apportent aucune réponse à la peur. Peur de l'avenir, peur du chômage, peur de l'autre. Les mots, eux, peuvent conjurer l'angoisse. Le verbe rassure. La droite – et Chirac en premier – l'a bien compris et utilise le procédé sans vergogne. Jusqu'à quand la France préférera-t-elle se payer de mots ?

PAR MARTINE DUCOUSSET

JE parle, donc je suis. Et tant mieux si je parle faux : l'important est de frapper l'imagination, pas de dépeindre une réalité. Politique du verbe, politique du mensonge : c'est la manière, et la manie, d'une droite qui gouverne ou s'oppose uniquement en discourant, et en masquant la vérité. Les mots avant les choses, le dire de préférence au faire.

Albin Chalandon est l'un des plus doués de la classe. Passé maître dans l'art de pratiquer les effets d'annonce, le Garde des Sceaux apparaît aussi comme un spécialiste des contre-vérités. Ne vient-il pas de déclarer avec aplomb que « si le terrorisme continuait de s'étendre, on ne pourrait éviter qu'un nouveau débat s'instaure sur le rétablissement de la peine de mort » ? Ajoutant, à propos de la convention européenne des droits de l'homme ratifiée par la France pour cinq ans : « Il y a tout de même des clauses qui permettent d'y échapper. »

Albin Chalandon se trompe, mais il se trompe sciemment. Pour mieux berner le pays. Comment un ministre de la Justice responsable pourrait-il ignorer qu'il est hors de question d'abolir l'abolition de la peine capitale ? Que les fameuses clauses invoquées précisent bien l'impossibilité de déroger à la règle, même en cas de « danger public menaçant la vie de la nation », et qu'une violation de la Convention européenne mettrait la France au ban de toutes les autres sociétés occidentales ?

Bien sûr que Chalandon est au courant. Il ne connaît peut-être pas son droit international sur le bout des doigts, mais ses conseillers l'auront mis au parfum. Il sait parfaitement, par ailleurs, que Jacques Chirac, son chef de gouvernement, est opposé à la réouverture d'un débat sur le rétablissement de la peine de mort. Et alors ? Le Garde des Sceaux ne va tout de même pas s'embarrasser d'aussi minces détails. Il faut parler, parler pour dire ce qu'une majorité de Français a envie d'entendre, parler pour cacher sa cruelle impuissance à résoudre le problème du terrorisme.

Les mots font mouche tout de suite, – surtout quand ils sont relayés par l'image – quand les faits tardent à révéler ce qu'ils ont de concret. Chirac et son équipe l'ont bien compris, qui mettent en avant à tout bout de champ un discours payant électoralement à court terme. Devant les preneurs d'otages et les poseurs de bombes, ils disent : « Nous allons terroriser les terroristes ». Ça ne mange pas de pain.

(suite en page 6)



(suite de la page 5)

ça rassure les foules et ça permet d'évacuer les vraies questions. Devant le drame de la drogue, ils disent : « Les toxicomanes sont des délinquants avant d'être des malades. » C'est honteux, c'est dangereux, mais tous ceux qui pensent que l'horreur n'arrive qu'aux autres poussent un grand ouf de soulagement. Punissez ce mal que je ne saurais voir...

Les mots, encore et toujours, comme substitut à l'action, ou comme rideau devant l'action. Quand une politique est inefficace — terrorisme, emploi —, quand elle ne sert qu'à faire le jeu d'intérêts privés — la loi sur l'audiovisuel — ou quand elle se présente comme de l'idéologie pure — dénationalisations — il devient urgent d'appeler le discours à la rescousse. C'est Chirac qui parle de fermeté et de sanctions à la télévision pour contrer les assassins aveugles, c'est François Léotard qui fait passer la privatisation de T.f.1. pour le summum d'une liberté des médias enfin retrouvée, c'est Balladur et Chirac affirmant au pays que c'en est heureusement fini du goulag dans lequel se trouvaient enfermées, à cause de la gauche, les entreprises.

Les mots pour ne pas dire la réalité. Pour en faire percevoir une autre, complètement idyllique et tout à fait... irréelle. Le plus incroyable, c'est que ça marche. Après son discours solennel sur le terrorisme à la télévision, Chirac a grimpé de 12 points dans les sondages. La droite se casse les dents contre le chômage, mais Philippe Séguin, ministre du Travail, n'en n'est pas impopulaire pour autant. La droite, qui avait promis d'alléger les impôts, augmente les prélèvements pour donner de l'oxygène à la Sécurité sociale, mais personne ne lui en tient rigueur. La droite se proclamait championne de la sécurité et se heurte comme la gauche aux assassinats de vieilles dames, mais Pasqua et Pandraud peuvent continuer à jouer les fiers à bras sans que quiconque ait l'idée de leur demander des comptes.

Incroyable, mais tristement vrai. La France se paye de mots, et elle semble adorer ça. Avant les élections législatives du 16 mars dernier, on pouvait penser que le pays rendrait justice à la gauche de l'action menée par elle pendant cinq ans. Après six mois d'une politique chiraquienne incohérente, et basée essentiellement sur le clientélisme et la préservation des privilèges, on croyait sincèrement que le pays se montrerait grognon et râleur tellement la droite avait fait la preuve qu'elle était incapable, justement, de donner des preuves. On n'a rien compris : une certaine France boude la vérité des faits, parce qu'elle craint la réalité. Cette France-là veut des certitudes, pour se rassurer, pour se protéger.

Les faits, dans leur sécheresse, n'apportent aucune réponse à la peur. Peur de l'avenir, peur du chômage, peur de l'autre. Les mots, eux, peuvent conjurer l'angoisse. Le verbe rassure. Troublés par un présent qui les inquiète, et un futur qui les déconcerte, les gens ont besoin qu'on leur assène des évidences. Qu'on leur rende le monde compréhensible, qu'on les assure qu'ils y ont leur place. La gauche parle de la réalité, et surtout l'explique, ce qui est intolérable. On lui en veut forcément. La droite feint de croire à une réalité rêvée, à même de satisfaire les fantasmes de ceux qu'elle entend séduire. On vote pour elle, évidemment. Je parle, donc je suis. Je parle faux, donc je séduis.

Soyons lucides : les mots ont une longueur d'avance sur les choses. Mais soyons aussi optimistes : les choses finissent par l'emporter sur les mots. Giscard, le discoureur professionnel, le phraseur par excellence, s'est ramassé en 1981. Parce que les Français ont voulu prévenir l'indigestion qui les guettait à cause de toutes ces couleuvres qu'on les forçait à avaler. Le faire savoir ne leur suffisait plus, ils réclamaient du savoir-faire. Et de l'authenticité. Le candidat Mitterrand, lui, affirmait tranquillement, à quelques jours de l'élection présidentielle, qu'un de ses premiers gestes, arrivé au pouvoir, serait d'abolir la peine de mort. Il a gagné, malgré cette promesse terriblement impopulaire. Ou peut-être à cause d'elle. La sincérité, le parler-vrai et l'action efficace ont davantage d'impact, au bout du compte, que le langage truqué. ●

"MARIAGE BLANC": CETTE UNION EST UN COMBAT

Dans leur livre « le Mariage blanc », Colombani et Lhomeau notent avec pertinence que ce qui sépare profondément François Mitterrand et Jacques Chirac, en dehors de leurs choix politiques, c'est que le premier estime que les faits parlent d'eux-mêmes et que le second au contraire a toujours donné la priorité aux mots.

PAR CLAUDE ESTIER

Il était fatal que la période politique que vit la France depuis le 16 mars suscitât des livres visant à analyser de plus près ce qu'est cette cohabitation — ou cette coexistence — inédite dans notre pays. A défaut d'historiens qui n'entendent juger qu'avec un minimum de recul, la plume est tenue par des journalistes plus habitués à vivre dans les aléas du quotidien. Il y a quelques semaines ils étaient trois du « Figaro » à publier « Une couronne pour deux » (Jean-Claude Lattès) écrit tout entier à la gloire du Premier ministre.

Plus objectivement, deux confrères du service politique du « Monde », Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomeau, s'efforcent aujourd'hui de décortiquer les différentes pièces de ce « mariage blanc » que les circonstances — et les institutions — ont contraint François Mitterrand et Jacques Chirac a conclure pour un temps indéterminé (1). Union d'autant plus difficile à imaginer à priori que, d'une part, les deux hommes ne se connaissaient auparavant que pour s'être croisés dans les couloirs du Palais-Bourbon et que, d'autre part, leurs évidentes dissemblances ne semblaient pas porter ces deux-là à faire la paire.

Colombani et Lhomeau rappellent que les traits décochés au Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing par le premier secrétaire du Parti socialiste, notamment dans son bloc-notes de « l'Unité », n'étaient pas spécialement tendres. Et pas davantage, les jugements portés par Chirac sur Mitterrand, accusé, par exemple, lors du référendum de 1972 sur l'élargissement du Marché commun pour lequel il avait préconisé l'abstention, de « lâcheté », « démission », « combines », « bassesses », etc.

Ce souvenir et quelques autres auraient pu conduire le président de la République à appeler un autre que le maire de Paris pour constituer le gouvernement de l'après-16 mars. D'autres noms venaient à l'esprit et d'autres candidats se dissimulaient à peine. Mais François Mitterrand avait décidé depuis longtemps qu'en cas de victoire de la droite, la « clarté » et la « simplicité », quels que soient les risques, lui commandaient d'appeler celui qui apparaîtrait aux yeux de l'opinion comme le

véritable leader de la nouvelle majorité. Pour n'avoir pas compris à temps ce raisonnement, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chaban-Delmas se firent quelques illusions. Ceux qui avaient mieux apprécié l'état d'esprit de l'hôte de l'Elysée ne furent pas surpris du choix qu'il fit le 18 mars, dans l'après-midi, moins de quarante-huit heures après le verdict des urnes.

Dès cette minute a donc commencé cette étonnante association dont Colombani et Lhomeau relatent, du moins pour les premiers mois, les péripéties et le fonctionnement, au fil de chapitres auxquels ils ont donné des titres qui en soulignent la complexité : « Ni l'un ni l'autre », « L'un pour l'autre », « L'un contre l'autre », « L'un et l'autre », « L'un sans l'autre », etc. Il y a tout cela, en effet, dans ce couple inattendu qui plaît aux Français non pas, comme disent certains, parce qu'ils auraient épuisé les joies des affrontements entre la gauche et la droite mais parce qu'il leur semble que l'équilibre ainsi réalisé au sommet du pouvoir, et dont ils ne mesurent pas vraiment la fragilité, est un facteur de paix civile et donc de tranquillité. Alors que ces deux hommes restent des adversaires et ont quelque chance de s'affronter à nouveau un jour en combat singulier, ils sont aujourd'hui associés dans la popularité sans que l'on puisse dire lequel des deux, en définitive, en tirera vraiment bénéfice.

Au moins cette coexistence nécessaire aura-t-elle permis à François Mitterrand et à Jacques Chirac de se connaître un peu mieux. Ce qui ne veut pas dire qu'ils s'apprécient davantage. Le président de la République a été plusieurs fois étonné de la façon cavalière dont le maire de Paris s'y prend, directement ou par collaborateurs interposés, pour essayer de le contourner. Quelquefois d'ailleurs en se piégeant lui-même, comme ce fut le cas au sommet de Tokyo. Jacques Chirac n'a pas encore tout à fait compris que François Mitterrand l'avertit généralement à l'avance de ce qu'il va faire et se tient à ce qu'il a dit. Il n'aurait donc pas dû être surpris, le 14 juillet, par le refus du chef de l'Etat de signer les ordonnances sur les privatisations des entreprises nationales. Et il aurait lui-même évité un faux pas en n'évoquant pas à ce propos l'hypothèse d'une crise, comme s'il espérait ainsi impressionner son interlocuteur. Le fait que le Premier ministre se soit montré plus discret la semaine dernière après le second refus présidentiel signifie peut-être qu'il commence à mesurer qu'il a en face de lui non pas quelqu'un qui « n'existe pas », comme l'entourage de Matignon tente encore parfois de le faire croire aux journalistes mais un homme bien décidé, dans le respect scrupuleux de la Constitution, à ne pas rester inerte, pour tout dire, à ne pas être René Coty : « Un président de la Ve République, même en période de cohabitation, reste un président fort, il devient un arbitre. Et un arbitre, c'est fait pour siffler. »

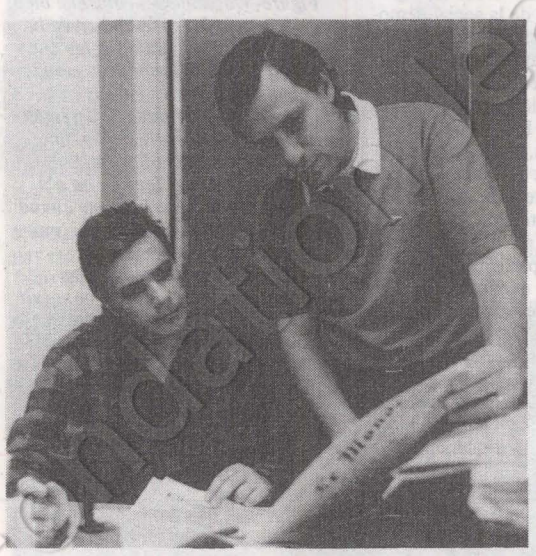
A la Pentecôte 1986, à Solutré, François Mitterrand avait évoqué cette fonction d'arbitre mais aussi suggéré l'image des « chats qui dorment ». Image aussitôt acceptée par le porte-parole du Premier ministre qui la complétait ainsi « le chat Chirac a l'œil aux aguets ». A y regarder de plus près, on voit bien où chacun espère trouver la faille de l'autre. Colombani et Lhomeau notent avec pertinence que ce qui sépare profondément Mitterrand et Chirac en dehors, évidemment, de leurs choix politiques, c'est que le premier estime que les faits parlent d'eux-mêmes : « Il croit à la vertu démonstrative de l'action, à la trace qu'elle laisse dans l'Histoire. » Le second, au contraire, a toujours donné la priorité aux mots, persuadé que c'est d'abord par le discours qu'on entraîne l'opinion publique même si les actes sont en contradiction avec ce qui est dit. Chirac est ainsi décrit comme un « champion de l'image fabriquée, du message clé en main, soutenu par une équipe de professionnels de la communication ». Pour cet homme pressé, qui, contrairement à son vis-à-vis, n'a jamais bien su gérer le temps, « la seule réalité qui vaille c'est celle qui est perçue ».

Si les deux journalistes du « Monde » avaient achevé leur livre un peu plus tard, les attentats parisiens du début septembre leur auraient fourni une remarquable illustration de cette réflexion : ils ont, en effet, révélé la totale impuissance du gouvernement à assurer la sécurité des Français en même temps que l'inefficacité de son action contre le terrorisme. Contre la gauche, les faits auraient été meurtriers. A Chirac, il a suffi de quelques phrases vengeresses à la télévision et d'un appel à l'unité nationale autour de lui pour gagner d'un seul coup douze points dans les sondages !

Dans cette opposition entre celui qui croit aux faits et celui qui croit aux mots lequel en définitive l'emportera ? A court terme, on pourrait être tenté de parier sur le second, les faits étant toujours plus longs à s'imposer. Toute la question est donc de savoir combien de temps durera ce « mariage blanc ». Les auteurs la posent à peine et en tout cas n'y répondent pas. Il est d'ailleurs probable que les deux principaux protagonistes ne sont pas eux-mêmes en mesure, quelle que soit leur pensée intime, d'y répondre avec précision. L'échéance se situe de toute façon au plus tard au printemps de 1988, c'est-à-dire dans environ un an et demi. C'est à la fois beaucoup et très peu. Sur le papier rien n'empêche que cette coexistence qui dure, sans trop d'accrocs depuis six mois, se prolonge jusqu'au terme fixé par le calendrier. Mais puisqu'il s'agit bien d'un mariage blanc – et qui le restera – il peut aussi bien être rompu à tout moment. Ce qu'il faut bien comprendre c'est que de cette durée, plus ou moins longue, seul l'un des deux détient la clé décisive. Et contrairement à ce qu'il croit peut-être, ce n'est pas celui qui réside à l'hôtel Matignon !

(1) *Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomeau « Le Mariage blanc ». Grasset.*





Jean-Yves Lhomeau et Jean-Marie Colombani.

MAIRES

La droite dure aux commandes

Du 13 au 17 octobre, l'Association des maires de France (A.m.f.) tiendra son congrès qui sera marqué par le renouvellement de ses instances dirigeantes. Face au président R.p.r., Michel Giraud, la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (F.n.e.s.r.) a décidé de présenter la candidature de son président, Franck Sérusclat, sénateur-maire de Saint-Fons (Rhône). Depuis trois ans, l'A.m.f. a enregistré un très net glissement à droite. Le Premier vice-président, Georges Lemoine, et le secrétaire général, Pierre Mauger, tous deux socialistes, ont été dépossédés de tout rôle significatif, et dans de nombreuses associations départementales, les socialistes sont marginalisés. En outre, jusqu'au 16 mars, l'A.m.f. était devenue une instance de « torpillage » de l'action gouvernementale.

La candidature de Franck Sérusclat a pour objectif de lancer un avertissement solennel à Michel Giraud et au R.p.r. pour que soit respecté le pluralisme au sein de l'A.m.f.

J.-P. B.

M.R.G.

Les « autonomes » sur la sellette

Le M.r.g. va-t-il vers l'éclatement ? Toujours est-il que la ligne « autonome » mise en œuvre par François Doubin est de plus en plus contestée. Surtout depuis l'élection de Haute-Garonne qui s'est révélée être un échec pour la liste M.r.g., conduite par Henri de Lassus (1 % des voix). Le 2 octobre, les députés et sénateurs radicaux de gauche, parmi lesquels les quatre présidents d'honneur du mouvement, Maurice Faure, Michel Crépeau, Roger-Gérard Schwartzenberg et Jean-Michel Baylet, se sont réunis dans la perspective du prochain congrès extraordinaire organisé les 25 et 26 octobre à Avignon. Dans leur très grande majorité ils ont critiqué la stratégie actuelle du M.r.g. consistant à soutenir l'action du président de la République tout en combattant les autres composantes de la gauche, et notamment le P.s., comme ce fut le cas en Haute-Garonne.

A Avignon deux motions devraient s'affronter : celle de François Doubin, qui persiste dans la voie de l'autonomie, et celle des contestataires, qui sera défendue notamment par Michel Crépeau.

J.-P. B.

P.S.

Le renfort des « gauchos »

Les élections législatives du 16 mars ont ouvert les yeux de certains trotskystes. Ils ont soudainement découvert la stérilité de l'action des groupuscules d'extrême-gauche... et les vertus de la social-démocratie. Quatre cents membres du P.c.i.-M.p.p.t. (Mouvement pour un parti des travailleurs) viennent de demander officiellement leur adhésion au P.s. Leur leader Jean-Christophe Cambadelis, ancien responsable du P.c.i. et du Syndicat étudiant U.n.e.f.-I.d., a obtenu le statut d'observateur au Comité directeur du P.s. « Notre adhésion au Parti socialiste est la volonté de participer au débat réel de la gauche, explique-t-il... S'il est nécessaire de reconnaître le compromis social, la modernité, sans projet social, n'est qu'un slogan... C'est au P.s. que l'avenir de la gauche se joue. La gauche doit se renforcer au P.s. ». Des constats pertinents. Mieux vaut tard que jamais.

La « Pravda » du riche

Un beau jeune homme bronzé vêtu d'un peignoir blanc nonchalamment — mais bien inconfortablement — appuyé contre une balustrade de marbre lit « le Figaro-Magazine » près d'une piscine d'un bleu somptueux sur fond de mer d'un bleu profond. En couverture du journal Jacques Chirac bien sûr. Pour être ciblé, c'est ciblé et vous n'avez certainement pas pu échapper à cette publicité qui fait la manche un peu partout en France pour le plus beau fleuron de la presse Hersant.

Mais pourquoi ce titre imbécile « Tout le monde peut lire « le Figaro-Magazine » — puisque bien évidemment le représentant de la Jet society qui s'étale sur les murs n'est justement pas tout le monde — et pourquoi ajouter « c'est ça le libéralisme » ! Parce que du temps du socialisme la presse Hersant vivotait dans la clandestinité peut-être ? Au « Figaro » on n'a jamais été clandestin même quand tous les autres l'étaient... entre 1940 et 1945 par exemple.

Et puis au train où vont les choses ce qui nous guette ce serait plutôt de ne plus pouvoir lire autre chose que « le Figaro Magazine » devenu une sorte de « Pravda » sur papier glacé. Ça s'appelle comment déjà ?

N. C.

François Doubin.



SENAT

Le sectarisme de la droite

La progression massive du R.p.r. au Sénat s'est traduite sans délai par un bouleversement des habitudes de la Haute Assemblée. Il y était, en effet, de tradition que, contrairement au Palais-Bourbon, les postes de responsabilités, y compris les présidences de Commissions, étaient répartis à la proportionnelle des groupes. Les socialistes avaient donc jusqu'à présent la présidence de la Commission des Affaires culturelles et sociales que détenait le sénateur de Haute-Garonne, Léon Eeckoutte. Désormais, les six commissions seront présidées par des membres de la majorité de droite. Le groupe socialiste garde un questeur, Michel Dreyfus-Schmidt qui n'a pu cependant être élu qu'au second tour, beaucoup de sénateurs de droite ayant rayé son nom pour lui faire payer le combat actif qu'il a mené l'été dernier contre la loi Léotard.

RISQUES

La prévention d'abord

Les catastrophes naturelles auront fait en 1985 74 000 morts dans le monde. Et les noms de Mexico, du Nevada del Ruiz ou de Tesero (dans le nord de l'Italie) resteront à jamais tristement célèbres. En France, on estime que 7 500 communes sont directement menacées par les inondations, 3 000 par les mouvements de terrains, 1 400 par les séismes, 400 par les avalanches.

Pour informer, pour mobiliser élus et pouvoirs publics, la Caisse centrale de réassurance vient de créer sous l'égide de la Fondation de France, la Fondation nationale pour la prévention des risques naturels. La présidence étant allouée à l'ex-secrétaire d'Etat aux Risques, Haroun Tazieff. La fondation fera de la prévention son cheval de bataille. Et décernera annuellement un prix à une collectivité locale ayant fait preuve d'initiative en la matière. Une très bonne chose à mettre à l'actif des travaux depuis 1982 des anciens de la délégation aux Risques...

D.D.

P.S.

La « cuvée » 86

« Le Monde » soulignait justement cette semaine que le Parti socialiste a la curieuse spécialité d'enregistrer une poussée d'adhésions après chaque échec électoral comme si, pour ceux qui se contentaient jusque-là d'apporter leurs suffrages, la défaite était plus mobilisatrice que la victoire. C'est le cas depuis le 16 mars et la « cuvée » 86 se révèle fructueuse puisque le nombre de ceux qui ont rejoint les rangs du parti au cours des derniers mois tourne autour de 20 000 soit environ 10 % des effectifs antérieurs.

Plusieurs milliers de ces nouveaux venus ont participé samedi dernier à la journée d'accueil qui leur était réservée. Face aux responsables et aux élus de chaque département, ils ont posé des questions, exprimé leurs motivations sans quelquefois ménager leurs critiques. Venant d'hommes et de femmes, en majorité âgés de moins de 35 ans, qui ont en quelque sorte un regard neuf sur le P.S., les unes et les autres ont été enrichissantes. S'il est difficile de faire la synthèse de tout ce qui a été dit, on retiendra cependant la volonté de voir le Parti socialiste prendre des positions claires face à la majorité de droite. Beaucoup s'interrogent évidemment sur la cohabitation, sur sa durée et sur la question de savoir si elle ne nuit pas à la capacité d'action du parti. Plusieurs interventions ont porté, par exemple, sur le terrorisme et sur le bénéfice politique que pouvait tirer Jacques Chirac d'un appel au consensus national.

Certains se sont interrogés également sur les débats internes du parti dont les subtilités échappent parfois à ceux qui n'ont pas été mêlés aux clivages anciens. Mais ils apprécient sans aucun doute que le P.S. soit un lieu de discussion et non une formation monolithique.

Pascal Lebrun



Pascal Lebrun

Accueil des nouveaux adhérents.



Laurent Fabius, Lionel Jospin, Pierre Joxe et Pierre Maurois, à Mâcon.

Les hasards du calendrier ont voulu que cette journée d'accueil des nouveaux adhérents ait eu lieu aussitôt après les journées parlementaires de Mâcon où de nombreuses interventions, notamment celles de Lionel Jospin et de Pierre Joxe, ont donné le ton de ce que sera l'action du parti dans les prochains mois : résolument offensif contre la politique du gouvernement – la discussion budgétaire en fournira l'occasion au Parlement – fermement dans l'opposition et ouvert en direction de l'opinion. La proposition faite par le président du groupe à l'Assemblée nationale en vue d'un examen attentif et critique de ce qui a été réussi et de ce qui l'a été moins par le gouvernement de la gauche a été accueillie comme un des moyens concrets et efficaces de préparer l'avenir.

A.V.

DOM-TOM

Déni de justice à Nouméa

« Même à l'époque d'Alain Peyrefitte on n'avait jamais vu ça. » L'indignation de Me Tubiana, secrétaire de la Ligue des droits de l'homme, responsable des Dom-Tom, est tout à fait justifiée. Elle concerne le scandaleux non-lieu dont viennent de bénéficier, en Nouvelle-Calédonie, les huit inculpés dans l'affaire du guet-apens tendu à des canaques, à Hienghene, en décembre 1984. Cette embuscade avait fait dix morts parmi lesquels deux des frères de Jean-Marie Tjibaou. Me Tubiana et les trois autres avocats chargés de la défense des familles des victimes, Mes Roux, Ottan et De Felice sont « atterrés » devant la mansuétude dont a fait preuve la justice calédonienne à l'égard des inculpés. « Voilà des personnes inculpées, au moment des faits, d'homicide volontaire avec préméditation, qui ont reconnu avoir monté une embuscade, tué dix personnes, achevé des blessés à bout portant sous les yeux des témoins et on leur accorde le bénéfice d'un non-lieu sans que le parquet de Nouméa ait pu faire appel ! Comment ne serait-on pas indigné ? », s'insurge Me Roux.

Les quatre avocats ont fait appel devant la chambre d'accusation pour obtenir l'annulation du non-lieu. Ils ont également demandé aux autorités judiciaires de Nouméa de dessaisir de tous les dossiers concernant des canaques le juge François Semur qui a prononcé le non-lieu. Enfin, ils ont décidé de faire appel à la Commisson des droits de l'homme de l'O.n.u. ainsi qu'à la Cour européenne de justice.

Conséquence directe de cette affaire : les quinze maires F.l.n.k.s., qui devaient se rendre à Paris avec les autres maires calédoniens à l'invitation de Jacques Chirac, ont annulé leur voyage pour marquer leur « indignation » face à un non-lieu qui est une véritable provocation à l'égard des canaques.

J.-P. B.

UNE LOI DONT PERSONNE NE VEUT

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

Alain Devaquet doit se faire bien du souci. Guère enthousiaste au départ pour mettre en chantier une énième réforme de l'enseignement supérieur, il a déjà rencontré sur sa route beaucoup d'obstacles et la loi qui doit – aux dernières nouvelles – être soumise au Sénat à la fin octobre n'a pas fini d'en voir des vertes et des pas mûres.

C'EST que la marge de manœuvres du ministre est des plus étroites. Coincé dès l'origine sur sa droite par les ultra-libéraux – en tête Yves Durand, conseiller de Jacques Chirac et ex-président de l'U.n.i. – il ne peut cependant se permettre de déposer un projet trop ouvertement favorable à la sélection et à l'autonomie débridée, la droite plus classique ne le suivrait pas. Il affirme d'ailleurs chercher à se tenir loin des extrêmes.

Tenu de donner des gages aux professeurs les plus conservateurs, il leur a mitonné des statuts qui leur réservent la quasi-totalité des pouvoirs dans les conseils universitaires. Mais, là aussi, le bât blesse. D'un côté, les ultras restent mécontents, ils voudraient que les choses aillent plus vite, et le syndicat autonome qui les représente multiplie les déclarations irresponsables sur le thème « Pas la peine d'attendre la loi, finissons-en tout de suite avec la gauche à l'université. » De l'autre côté, le Conseil de l'enseignement supérieur, nettement plus modéré, s'en prend aux dispositions transitoires prévues par la loi et chacun de ceux qui, aujourd'hui, partagent une parcelle de ce fameux pouvoir tremble de s'en voir dessaisi.

Quant aux syndicats étudiants, ils s'indignent en constatant que leur représentation dans les conseils a été ramenée à la portion congrue. Un signe, entre autres, de la volonté d'ouverture réellement manifestée par la droite. De même, les « personnalités extérieures » ont été reléguées au second plan dans les conseils d'universités, alors même qu'un véritable projet libéral ne devrait pouvoir se concevoir sans elles.

A force de vouloir contenter sa clientèle, la droite oublie qu'elle est là aussi pour gouverner. Donc pour prévoir. Le projet Devaquet ne manque pas à la règle. Par exemple en tournant le dos à l'évolution pluri-disciplinaire. Les nouvelles filières pluri-disciplinaires (A.e.s.) ont ainsi remporté un vif succès cette année (en trois jours à Paris, les inscriptions étaient closes). Les interventions de l'U.n.e.f.-I.d. auprès des présidents d'universités et du rectorat ont permis d'inscrire 250 étudiants supplémentaires. La preuve est faite : l'interdisciplinarité, qui intéresse les jeunes et qui correspond chaque année un peu plus à la demande des employeurs, est une voie d'avenir.

En n'en tenant aucun compte, le projet Devaquet trahit là aussi son caractère réactionnaire, au sens le plus pratique du mot.

A gauche, la résistance a commencé à s'organiser dès la fin du printemps – avec des A.G. de mille ou deux mille étudiants dans certaines facs – sous la houlette de l'U.n.e.f.-I.d. qui se révèle, après ses succès aux élections universitaires, comme la seule organisation structurée nationalement. Un regroupement de différentes associations pourrait rapidement s'opérer contre les mesures les plus inacceptables du projet.

Première préoccupation, commune à beaucoup de monde : la défense de la liberté d'étudier. En supprimant toute règle nationale pour le passage d'un cycle à l'autre et en mettant en cause le bac comme premier grade universitaire qui garantit, pour l'instant, à chaque étudiant le libre accès à la formation de son choix, le projet ouvre en effet la porte à l'organisation d'une sélection massive.

De telles dispositions sonneraient le glas de toute velléité de démocratisation, pourtant affichée par René Monory. Et elles se heurtent au bon sens le plus élémentaire. En province, elles obligeraient les étudiants refusés par un établissement à s'exiler dans d'autres régions, avec tous les problèmes de logement, de dépense financière et d'insertion sociale que cela suppose. A Paris, elles sèmeraient une pagaille indescriptible.

Dès cette année, certaines universités parisiennes ont cru bon de devancer la loi en instaurant une sélection sur dossier, en particulier à Paris IV (université de lettres et de sciences humaines tenue par l'U.n.i.) et dans des filières scientifiques. Résultat : à Paris IV, il n'y a pas eu assez d'inscrits et il a fallu aller à la pêche aux candidats dans d'autres facs. Ailleurs, les étudiants ont déposé des dossiers dans plusieurs facs, ce qui permet de se faire une idée de l'incroyable désordre auquel le rectorat aurait à faire face en cas de sélection généralisée.

Autre sonnette d'alarme tirée dès cette année : autonomie, pour nombre d'universités, cela signifie la possibilité de définir librement ses droits d'inscription.

Différents établissements ont choisi d'anticiper et n'ont pas tenu compte du plafond fixé réglementairement à 450 F (certains sont allés jusqu'à plus de 800 F). Il a fallu qu'Alain Devaquet se fâche, après diverses interventions de l'U.n.e.f.-I.d. Le ministre a d'ailleurs, dans un communiqué de la fin du mois de juillet, contredit son propre projet en promettant que les droits resteraient fixés nationalement.

Dans quelle mesure et sur quels points le ministre peut-il encore reculer ? Nul ne le sait. Il va en tout cas avoir affaire à forte partie. La rentrée qui commence cette semaine s'engage sous le signe de la mobilisation contre son projet. Pour cette raison, l'U.n.e.f.-I.d. a décidé de participer à la journée d'action du 21 octobre, sur le thème de la défense du service public, en appelant à une journée « facs désertes ». Ce sera quelques jours avant que le Sénat ait à examiner le projet.

Là, la bataille des amendements va s'engager. Si l'on se souvient que la droite avait déposé contre la loi Savary près de 2 000 amendements, on peut s'attendre à de rudes combats. D'autant que, décidément, de plus en plus de monde se demande, comme Yvon Chotard lors d'une réunion du Conseil économique et social, à quoi sert cette loi dont personne ne veut.



Pascal Lebrun

Alain Devaquet et René Monory.

J.O.: L'HEURE ESPAGNOLE

Ce sera Barcelone... sauf miracle de dernière minute. Car, contrairement à ce que prétendait son maire, le dossier de Paris n'était pas en béton et de plus mal soutenu par une population peu motivée. Alors que les tenants de la capitale catalane ont su mobiliser toutes les énergies.

PAR PHILIPPE MAQUAT

VENDREDI prochain les Jeux seront faits. Les 88 éminentes personnalités qui composent le Comité international olympique (C.i.o.) – parmi elles figurent deux Français Jean de Beaumont et Maurice Herzog – auront à Lausanne rendu leur verdict et désigné en respectant le calendrier des saisons les deux villes qui organiseront les Jeux Olympiques d'hiver puis ceux d'été en 1992. Ce sera la fin d'un long suspense commencé il y a deux ans pour un choix aux conséquences sportives et économiques considérables. Mais en fait les Jeux ne sont-ils pas déjà faits ?

Le tour de l'Europe

Car depuis le printemps dernier (« l'Unité » n° 656) la rumeur n'a fait que s'amplifier : Barcelone organisera les Jeux d'été, les plus prestigieux il faut le reconnaître, Albertville en Savoie et Falun en Suède devant logiquement en découdre pour les compétitions hivernales. Quant à l'hypothèse de voir un outsider comme Brisbane (Australie), venir au dernier moment déjouer les indiscrétions les plus sûres, et coiffer sur le fil les deux grandissimes favoris des Jeux d'été, elle semble peu probable. Car en dépit d'un remarquable dossier technique et – ce qui n'est pas rien par les temps qui courent – de garanties quasi absolues présentées au niveau de la sécurité par la capitale du Queensland, celle-ci est néanmoins handicapée par son éloignement au bord du Pacifique. La prise en charge par Brisbane des frais de déplacement pour les délégations les moins fortunées ne devrait rien changer. Après Los Angeles il y a deux ans et Séoul en 1988, doit en effet revenir le tour de l'Europe. Tous les continents ont droit à une part du gâteau. Quoi de plus normal.

Car ce gâteau olympique est redevenu succulent. N'étaient-ils pas treize candidats à le convoiter pour l'édition 1992 ? Six pour l'été et sept pour l'hiver (1). Bien sûr la recette a été renouvelée, car l'olympisme re-

(suite en page 12)



Le puissant Joao Havelange, président de la Fédération internationale de football, brésilien et partisan de Barcelone.



Juan Antonio Samaranch, président du C.i.o. et catalan.

(suite de la page 11)

vient de loin. Il a même failli ne pas se remettre de l'indigestion provoquée par le gouffre financier que furent les Jeux de Montréal en 1976. Un véritable désastre à tel point que dix ans après les Montréalais payent encore la facture.

Mais depuis, le voisin américain est passé par là. Et à grands coups de sponsorisation – d'un goût parfois douteux – Los Angeles, seul candidat pour 1984, a fait oublier le marasme canadien. C'est en effet un bénéfice de 215 millions de dollars que les Jeux de 1984 ont laissé. Le sport américain en a incontestablement profité. Les investisseurs aussi. En tout cas de quoi remotiver les candidats les plus démoralisés. Pourtant l'argent est une chose, le sport une autre et la politique encore une autre. Sauvés financièrement les Jeux ne sont pas encore tirés d'affaire politiquement. Et donc sportivement, boycottage oblige. Séoul 88 ne se présente pas en effet sous les meilleurs auspices. Mais de cela nous aurons le temps de reparler...

Reste qu'au niveau du boycottage, l'Espagne et la France n'ont vraiment rien à se reprocher. Pas plus que l'Australie du reste. C'est bien pourquoi l'Espagne, qui a déjà essuyé la bagatelle de trois refus de la part du Comité international olympique estime que son heure est enfin arrivée. La France de son côté n'a-t-elle pas organisé les Jeux de 1900, 1924 (Paris et Chamonix), sans oublier Grenoble en 1968 ? Un argument de poids qui compte. Comme comptent également les qualités du dossier barcelonais particulièrement bien ficelé puique les sites rassemblés sur 10 km sont déjà en place. A la différence de ceux de Paris, une ville qui n'a toujours ni grand stade *(voir l'article de Denis Dangaix)*, ni piscine olympique. Concernant le grand stade, les Fédérations sportives et le Comité olympique français le veulent dans le bois de Vincennes à proximité du centre d'entraînement de l'Institut des sports (I.n.s.e.p.) plutot qu'au Tremblay. Mais les écologistes ne sont pas du tout de cet avis.

Bref, Jacques Chirac est bien embêté car si Paris devait être

(suite en page 14)

Au stade des déclarations

– M. Paul Pernin U.d.f. : Maire du XIIe arrondissement. Compte rendu de la séance du 14 avril 1986.

« (...) M. Pernin confirme que la décision définitive n'a pas encore été prise et rappelle que la Commission consultative des élus de Paris et de l'Ile-de-France dans laquelle siégeaient des membres de la majorité et de l'opposition du conseil du XIIe arrondissement s'est fermement prononcée pour l'implantation de ce stade au Tremblay. »

– M. Clouet – U.d.f., maire de Vincennes (lundi 17 juin 1985), séance du conseil général du Val-de-Marne.

« (...) Tout le monde a parlé d'un hypothétique stade de 100 000 places. Je voudrais dire que je m'associe tout à fait à M. Nungesser pour dire que nous ne sommes pas du tout partisans d'un stade dans le bois de Vincennes (...) ».

– M. Vivien R.p.r. (maire de Saint-Mandé) (17 juin 1985).

« (...) Je voudrais rappeler que dès 1959 au conseil général de la Seine, j'étais farouchement opposé au stade soutenant en cela M. Nungesser... ».

– M. Alain Griotteray U.d.f., maire de Charenton-le-Pont, (13 mars 1986).

« Le problème qu'évoque votre lettre a déjà retenu mon attention. Et je puis vous dire que je partage entièrement votre inquiétude face au projet de construction d'un stade olympique dans le bois de Vincennes auquel je suis décidé à m'opposer par tous les moyens dont je dispose. »

Mêmes positions des villes de Nogent-sur-Marne, de Fontenay-sous-Bois, d'Ormesson-sur-Marne... L'ensemble des associations écologiques comme le Parti communiste sont également opposés au projet. Quant au Parti socialiste, le 4 mars 1986, Lionel Jospin faisait savoir aux représentants associatifs la déclaration suivante : « Je puis vous indiquer que les élus socialistes du conseil de Paris, notamment lors des travaux de la commission consultative, ont fait connaître clairement leurs préférences pour le site du Tremblay plutôt que pour celui de Vincennes. Cette position des conseillers socialistes de Paris est d'ailleurs connue et publique. »

DU RIFIFI A VINCENNES

Jacques Chirac a fait connaître son choix. Le stade olympique sera implanté au bois de Vincennes. Un stade « écologique », à ce qu'il paraît. Résultats des courses : un tollé général.

PAR DENIS DANGAIX

***Q**U'EST-ce qui avait bien pu pousser le maire de Paris, le 30 janvier dernier, à se prononcer pour la première fois sans ambiguïté sur le choix de l'emplacement du « futur grand stade olympique ». En recevant à l'Hôtel de Ville les membres du conseil exécutif de l'association des comités nationaux olympiques (Acno), Jacques Chirac avait expliqué que « le village des athlètes (serait) à quelques minutes du grand stade qui se trouvera dans le bois de Vincennes ».*

Le 1er avril 1985 pourtant, les douze élus de Paris et de l'Ile-de-France, réunis au sein de la Commission consultative, placée auprès du comité de candidature de Paris aux Jeux de 1992, s'étaient déclarés favorables au site du parc du Tremblay sur la commune de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne). Jacques Chirac ne suivrait-il pas, par hasard, les avis de la commission des élus établis après consultation des services techniques de la Ville ? En vérité, si à quelques semaines d'une échéance électorale importante, il est facile de caresser dans le sens du poil un lobby sportif particulièrement influent, l'état du dossier « stade olympique » est beaucoup plus compliqué qu'il n'y paraît.

Plaine de Mortemart dans le bois de Vincennes ou parc du Tremblay sur la commune de Champigny ? La question est posée depuis des années. On a beau se recommander de la même famille, se targuer des mêmes idéaux sportifs, chacun dans une affaire d'une telle envergure milite pour sa stricte paroisse. En 1965, André Malraux, ministre de tutelle du bois de Vincennes, « site historique et espace boisé classé » – avait fait obstacle, au même endroit à un premier projet de stade olympique. Cela le maire de Paris ne l'ignore pas. Il y a plus de vingt ans, la notion de site protégé était plus forte que celle d'Olympisme. Et l'espace boisé induisait des interdits. Qu'en est-il aujourd'hui ? Le 5 décembre 1985, quelques mois après la décision du conseil des élus, le fleuron du lobby sportif le plus intéressé au choix de Vincennes, le journal « l'Equipe » produisait en exclusivité un document particulièrement parlant. « L'Equipe », rappelait le texte, a de longue date plaidé en faveur d'une enceinte de prestige localisée à proximité de l'Insep, pouvant être desservie par le RER et par un prolongement de la ligne de métro n° 1, sorte de colonne vertébrale des Jeux (...). Pour conforter cette idée, notre président Jacques Goddet, l'une des personnalités qualifiées figurant dans le comité de candidature, avait demandé, il y a quelques mois, à un architecte de renom, M. Gérard Grandval, de transmettre à la Ville une pré-étude sous forme d'une esquisse d'un stade écologique (sic Ndlr) répondant aux critiques formulées par ceux qui craignent de voir le bois de Vincennes défiguré (...) »

Un stade écologique. Quelle formule chic, et quel ticket... Eh bien, à croire qu'il y a parfois des « look » qui touchent fort, Jacques

LES CHASSEURS "NON TIRANT" : UNE NOUVELLE RACE D'ECOLOS



Roland Nungesser.

Pascal Lebrun

franchir la Seine et relier les points de transports et les lieux sportifs. Oubliés les arbres...

Vincennes ou le parc de Tremblay ? Il faut avouer qu'à quelques jours d'une décision du Comité international olympique, alors que depuis des mois de grands intérêts se sont mis en place, que les amis de Jacques Chirac n'arrêtent pas d'assurer que le dossier est parfait, à quelques jours d'un top éventuel de l'olympisme à Paris, ne pas avoir véritablement décidé d'un emplacement-phare, tout ceci paraît bien décontracté. Une décontraction qui sonne faux quand on se rappelle certaines déclarations. « Paris gagnera parce que nous avons le meilleur dossier de toutes les municipalités candidates aux Jeux Olympiques de 1992. » Jacques Chirac, dixit le 13 janvier 1986. Risquons un pronostic. Et si Paris n'était pas choisie... et si le Tremblay accueillait un stade au lieu du bois de Vincennes... Que dirait alors le maire de Paris ?

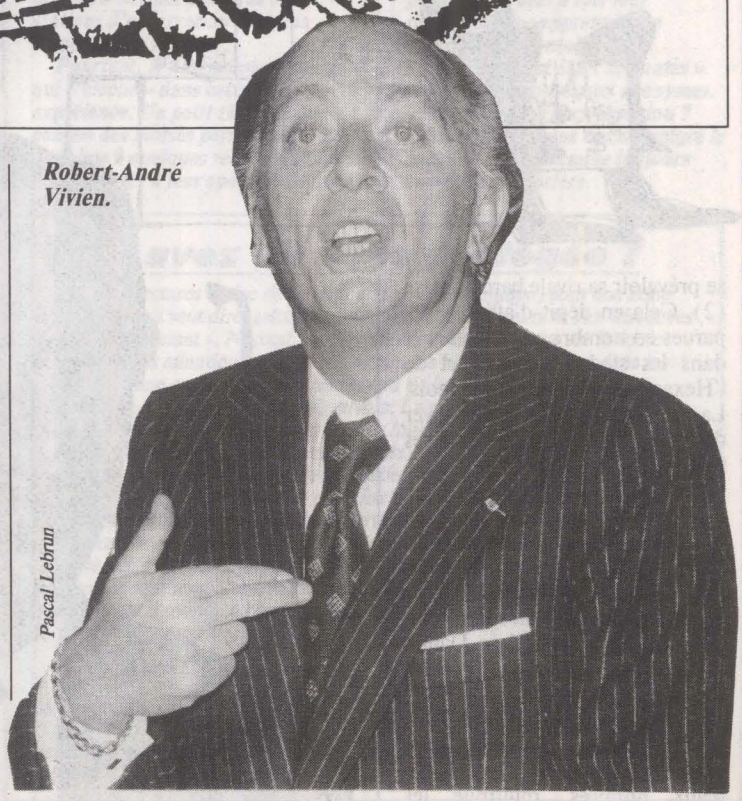
Note : l'Association « Sauvons le bois de Vincennes ». 2, rue Georges-Huchon, 94300 Vincennes, comme son nom l'indique, fait de la préservation du site forestier son pain quotidien. Opposée à la construction du stade dans le Bois, elle appelle tous ceux que la protection de la nature intéresse à les rejoindre.



Le stade « écologique » pour Vincennes.

Chirac, le 13 janvier dernier, révélait, lors de la cérémonie des vœux des journalistes accrédités à l'Hôtel de Ville, que « le stade répondrait absolument aux impératifs écologiques ». L'écologie à la manière Goddet, on s'interroge. Le cher Président du « quotidien du sport et de l'automobile » ayant quelques responsabilités dans des directoires sentant bon le site protégé : Le Parc des Princes, le Palais des sports, le Palais Omnisports Paris-Bercy... Un écologiste quoi... Le stade à Vincennes, ce serait la piscine olympique pas loin. La commission des élus propose les anciens entrepôts vinicoles de Bercy. Un site protégé également mais quelle importance... C'est la construction de 3 500 logements pour 10 000 athlètes attendus. La moitié d'entre eux serait établis à l'emplacement de la vieille gare de Tolbiac dans le XIIIe arrondissement. Et ce serait enfin la réquisition de l'Hôtel Ritz pour l'hébergement des membres du Comité olympique international. « Il y aurait même une plate-forme pour hélicoptère sur le toit » a précisé Jacques Chirac le 13 janvier, « afin, dit-il, de faciliter le déplacement des officiels sur les lieux de compétition ».

Le stade au parc du Tremblay, c'est certainement, au point de vue écologique le meilleur choix. Mais qu'importe l'écologie. Pour Roland Nungesser, ancien ministre des sports et maire R.p.r. de Nogent-sur-Marne, commune située en face du parc, 73 hectares, une superficie offrant déjà 17 courts de tennis et 10 terrains de football, c'est du pain béni. Qu'importe l'écologie quand Marie-Christine Nungesser, épouse du maire, ex-championne de tir à l'arc est aussi directrice du Parc. Qu'importe l'écologie quand Roland Nungesser propose d'installer un télébenne pour



Robert-André Vivien.

Pascal Lebrun

(suite de la page 12)

choisie vendredi prochain, la question rebondirait à coup sûr. Et elle pourrait même faire beaucoup de bruit. Contrairement à ce que dit Chirac, le dossier français n'est donc pas en béton, il s'en faut. En défaveur de Paris on peut encore ajouter le retard pris par la candidature officielle, partie en fait trois ans après celle de Barcelone. Jacques Chirac a longuement hésité, trop longuement sans doute, ne donnant son accord qu'à l'issue des Jeux bénéficiaires de Los Angeles.

En outre, la candidature parisienne ne bénéficie pas d'un soutien populaire aussi puissant ni aussi massif que celui dont peut se prévaloir sa rivale barcelonaise (2). Cela en dépit d'affiches apparues en nombre sur les murs et dans les stades de Paris et de l'Hexagone ces derniers mois. La perspective d'avoir à payer des impôts supplémentaires freine probablement l'enthousiasme de beaucoup de Parisiens. Pourtant c'est promis, c'est juré : le déficit éventuel des Jeux estimé à 4 milliards de francs serait pris en charge par l'Etat, la Ville et la région. Mais à la sensibilisation des Parisiens, Alain Danet, le vice-président du comité de candidature a préféré la séduction des membres du C.i.o. Il est vrai que ce sont eux qui votent. Danet a donc joué avec les fuseaux horaires, multiplié les contacts et déroulé le tapis rouge devant les personnalités les plus influentes de tous les continents. Sans craindre l'excès, il les a couvertes de prévenances. Non sans arrières pensées personnelles pour l'avenir. Etait-ce vraiment la bonne tactique ? A voir. Sans compter... le coût de la facture pour le contribuable. Le tandem Barnier-Killy a en revanche privilégié pour la Savoie une stratégie plus populaire tournée vers la mobilisation des Savoyards. A la Barcelonaise en quelque sorte.

Il n'empêche que la clé du vote de vendredi prochain devrait se situer ailleurs. Car en fin de compte, comme le laisse entendre Carlos Ferrer, membre espagnol du C.i.o., à ce niveau tous les dossiers techniques se valent, même si certains, comme celui de Paris, sont encore perfectibles. Par exemple ceux présentés par Birmingham (Angleterre) et Belgrade (Yougoslavie), deux villes qui ont mené une campagne bien discrète, ne sont pourtant guère inférieurs.

Artificiel et hypocrite

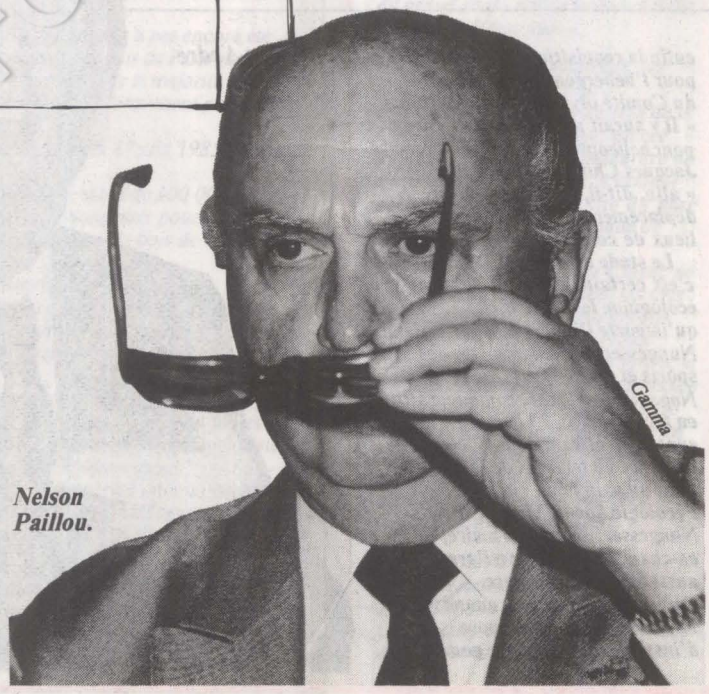
Mais à la différence de Barcelone ces deux villes n'ont pas reçu le soutien du tout-puissant président de la Fédération internationale de football, le Brésilien Joao Havelange. Ce dernier, en effet, ne veut pas entendre parler d'un tournoi de football olympique, qui, en raison de la confusion actuelle des statuts, ouvrirait ses compétitions aux Diego Maradona ou autre Jorge Burruchage, deux champions du monde argentins. Ce serait bien sûr une concurrence trop sévère pour SA Coupe du monde. Il a donc obtenu gain de cause auprès de Juan Antonio Samaranch le président espagnol du Comité international olympique, les footballeurs internationaux confirmés ne disputeront toujours pas les Jeux.

C'est complètement artificiel et hypocrite mais c'est comme cela. Toujours est-il qu'en contrepartie, Havelange a appelé haut et fort l'ensemble du continent latino-américain à voter en faveur de Barcelone. De la même manière, il aurait même, dit-on, pesé de tout son poids pour faire aboutir la candidature de Falun pour les Jeux d'hiver. Et cela sans craindre l'indignation de Jacques Chirac, lequel lui a fait part de son mépris sans le moindre ménagement verbal. Une chose est sûre : les deux hommes ne sont pas amis.

Quant à Horst Dassler, le Pdg d'Adidas, son influence n'a sans doute pas été moins grande vis-à-vis des Comités olympiques. En mai 1985 il a, en effet, obtenu le feu vert de Juan Antonio Samaranch pour commercialiser les emblèmes olympiques. A charge de revanche...

Vendredi, à Lausanne, le maire de Paris qui viendra plaider la cause de la capitale n'aura donc pas que Pasquall Maragall, son homologue socialiste de Barcelone comme concurrent. Il le sait très bien. Trop bien même. Qu'on le veuille ou non Chirac joue néanmoins gros dans l'histoire. En tant que Premier ministre surtout. Mais il est indiscutable qu'un échec de la candidature française aurait également des répercussions sur tout le Mouvement sportif français (Comité olympique, fédérations). Dans la perspective du changement de majorité intervenu en mars dernier bien des appétits s'étaient, en effet, déjà aiguisés. Reste donc à espérer que l'échec français ne soit pas double vendredi prochain à Lausanne. Et reste bien sûr à attendre le miracle... ●





Nelson Paillou.

(1) Amsterdam, Barcelone, Belgrade, Birmimgham, Brisbane et Paris sont candidates pour organiser les Jeux Olympiques d'été ; Albertville, Anchorage (Etats-Unis), Berchtesgaden (R.f.a.), Cortina d'Ampezzo (Italie), Falun (Suède), Lillehammer (Norvège) et Sodia (Bulgarie) le sont pour les Jeux d'hiver.

(2) 60 000 Catalans se sont portés candidats pour être volontaires olympiques chargés de petits travaux pendant les Jeux. Une initiative inspirée à Barcelone par... une association française « Radio-sport ».

LES CHASSEURS "NON TIRANT" : UNE NOUVELLE RACE D'ECOLOS

PAR DENIS DANGAIX

Ils ressemblent à des chasseurs, ils sont équipés comme des chasseurs... mais ce sont des « non-tirant ». Des amoureux de la nature rencontrés au bord de la mer Rouge en plein Berry...



Il y fait chaud dans cette roselière en ce jour de début d'octobre. Chaud mais... captivant. Le spectacle ornithologique d'un espace naturel protégé est toujours de grande qualité. Des centaines de foulques (variété de poule d'eau), l'air goguenard, nichent dans ces roseaux. Superbe. Alors que le marais donne l'impression de confiner sa population, un souffle transversal agite le milieu vivant. La valse des hérons cendrés, les hésitations des vanneaux, les passages, façon « patrouille de France », des colverts, les saccades des bécassines, ça vole et virevolte, ça pique et plane, ça joue et vit. Bigre ! Que cette nature est fragile. Connaissez-vous le plus beau — mais aussi le plus terrible — des paradoxes concernant l'environnement ? Dans ce pays la démonstration est éclatante. Une région, un lieu — ou bien un écosystème — pauvre en économie est toujours riche en écologie. Ici, en Brenne, le long de cette gabrière — un étang de 120 hectares de domaine réservé — le coin est humide, la vase est collante. La région est truffée de masses d'eau, de mares fangeuses et de surfaces piscicoles. Paradoxe : belle et pauvre. Riche et désertifiée.

Etre en plein Berry, à quelques battements d'ailes de la sous-préfecture de l'Indre (pancarte : le Blanc) un jour d'été indien dans une roselière au bord de la mer Rouge, ça vous classe tout de même le naturaliste. Apprendre en même temps que les Brennous, appellation désignant les autochtones, sont une variante intégrée du peuple berrichon, que la mer Rouge, loin d'un exotisme rêveur, n'est qu'une suite de magnifiques étangs et que ici, les « porteurs de gibecières » et les protecteurs « patentés » de la nature ont inventé, ensemble, le concept du « chasseur non tirant », ça vous interpelle drôlement. Et pourtant... Dans ce pays aux « 1 000 étangs » dans ce centre ignoré des plus belles prises de carpes et de brochets, l'impossible hier est devenu réalité aujourd'hui. Ecolos et chasseurs, les frères ennemis du prélèvement, ont devant des élus passablement médusés réussi à travailler ensemble pour créer et gérer l'étang de la Gabrière en domaine réservé. Et un beau jour de septembre 1983, la Fédération départementale des chasseurs de l'Indre, la ligue protectrice des oiseaux et l'Association pour la conservation du patrimoine naturel de la Gabrière scellaient un pacte d'assistance à nature en danger.

Trente communes pour mille étangs. Une population qui vieillit. Une économie basée essentiellement sur l'élevage de moutons, en crise, — la paysannerie locale s'agite beaucoup en ce moment — et sur une pisciculture à la méthode quasi ancestrale... Que faire dans cette région ? D'ici quelques semaines, on va vider la Gabrière. Les pêcheurs vont selon une technique dite du « chaudron » pousser le poisson jusqu'à la rive. Et vivant, celui-ci sera attrapé. Sait-on que la seule exportation de ce lieu ce sont 70 tonnes de carpes qui partent vers l'Allemagne de l'Ouest ? Nature en danger. Rappeler cela, c'est renforcer le pari de ces « écolos-chasseurs » : s'intégrer dans les structures actuelles de mises en valeur piscicole et touristique de l'étang, tout en exploitant à des fins de protection et d'éducation, l'attrait unique des lieux pour les oiseaux. Trois années après, l'essentiel existe. L'étang est préservé, des spécialistes de l'ornithologie ont entamé des recherches et grâce au don du Fonds mondial pour la nature (225 000 francs), une maison d'accueil ainsi que des stations d'observation sont à la disposition du public.

Pourtant, il y a quelque chose qui « cloche » dans cette expérience. Un petit rien visible comme des balises permettant tout de même à quelques véliplanchistes de s'adonner à leur sport à quelques mètres des foulques. Comme ces pédalos à l'entrée de l'étang, ce terrain de camping, privé, qui jouxte un chemin d'observation. Comme ces élus, maire de Lingé, ou de Mézières qui affirment être gênés par les obligations des sites classés. En clair, on ne peut plus construire n'importe quoi sans demander l'avis de l'administration du département. Le jour où les « écolos-chasseurs » invitaient la presse et les élus à voir leur réalisation, on apprenait que quelques observatoires pour animaux avaient été « démontés » par quelques courageux anonymes. Vengeance ? Incompréhension ? Crainte ? Trois ans après, malgré le pacte, la chasse semble toujours ouverte en Gabrière.

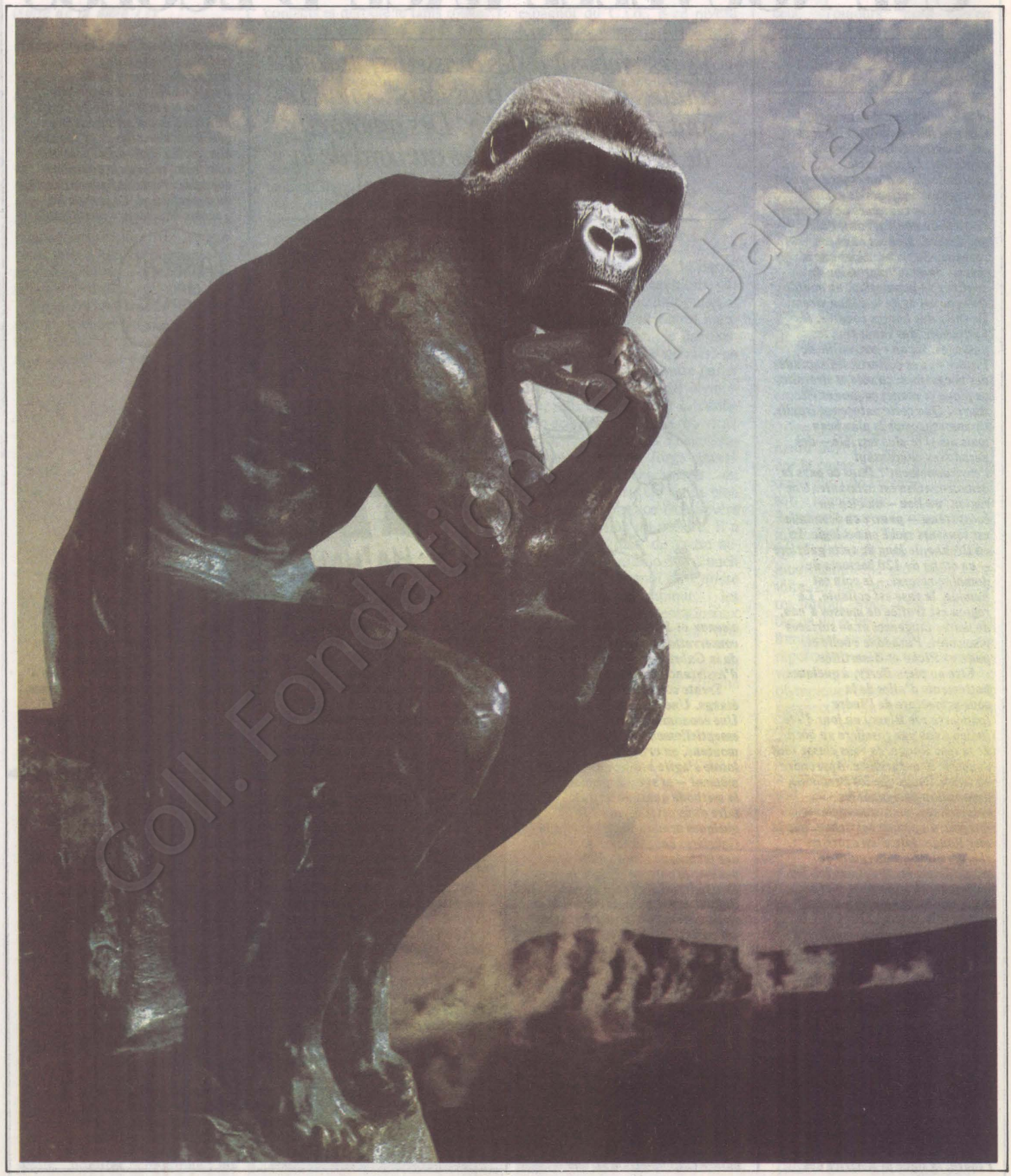
Vous avez dit zone protégée ?

Les 650 hectares du lac de Grandlieu (Loire-Atlantique) sont une zone protégée ce qui veut dire, selon les termes de la loi : « soumise aux directives de l'environnement ». Normal, direz-vous car ce lac se trouve sur la route des migrations atlantiques. Même chose sur les bords de l'Adour, dans les Landes, où une centaine d'hectares servent de lieu d'escale pour de nombreuses espèces d'oiseaux migrateurs. La protection des animaux passant par celle de l'habitat, rien de plus logique dans tout cela. Grandlieu, les bords de l'Adour, des terres en Gironde, dans le Rhône ou l'Yonne font partie du portefeuille de la Fondation nationale pour la protection des habitats français de la faune sauvage. Une fondation particulière puisqu'elle est propriété des chasseurs. Grande fierté de l'Union nationale des fédérations départementales des chasseurs, cette fondation, reconnue d'utilité publique par décret du 6 octobre 1983, a déjà réuni plus d'un milliard de centimes. Les milieux naturels protégés par les chasseurs, ce pourrait être le monde à l'envers si les intérêts des uns ne passaient pas forcément par ceux des autres.

D.D.

* *Fondation nationale pour la protection des habitats français de la faune sauvage : 48, rue d'Alésia, 75014 Paris. Tél. : 43.22.28.64.*

* *Du côté des naturalistes des fonds pour préserver les zones humides peuvent être envoyés à W.w.f. France. (Fonds mondial pour la nature), 14, rue de la Cure, 75016 Paris. Tél. : 45.27.58.02.*



Coll. Fondation Jean-Jaurès

Yves Coppens: "Il est important de mettre l'accent sur notre origine animale"

Lucie, notre arrière-arrière petite cousine, avait besoin d'un interprète : elle l'a trouvé en la personne d'Yves Coppens, paléo-anthropologue qui se fit son inventeur et son imprésario. Avec brio, érudition et une irrésistible verve, l'auteur du « Singe, l'Afrique et l'homme » nous retrace le destin d'Homo.

PAR PIERRE-YVES POINDRON

LORSQUE le public a appris avec quelques millions d'années de retard, l'acte de naissance de Lucie, il s'est empressé de nouer connaissance avec une aïeule si bien conservée. Il est révolu le temps où la simple idée – fausse comme on le sait – de « descendre du singe » donnait de l'urticaire aux bien-pensants. Personne ne s'est offusqué de cette arrière-grand-tante qui grimpait aux arbres, bien que sa silhouette gracile ne fût pas du meilleur effet dans la photo de famille : à peine plus d'un mètre, des bras longs comme un jour sans pain, un dos un rien voûté, une face avancée, on pouvait rêver mieux comme ancêtre. Mais au contraire, Lucie fut invitée sur toutes les ondes, dans tous les journaux, à donner son témoignage du bon vieux temps où les primates ne se disputaient pas encore le bifsteck, vu qu'ils étaient végétariens.

Lucie avait besoin d'un interprète : elle le trouve en la personne d'Yves Coppens, son inventeur et son impresario. Non, Lucie n'avait pas mauvais genre bien qu'elle n'appartînt pas au genre « Homo ». Légère déception : on croyait retrouver une aïeule... on tombait sur la représentante d'un rameau collatéral : une arrière, arrière arrière cousine, une pré-Australopithèque bon teint. Mais Lucie nous léguait son squelette, presque entièrement conservé et nous n'allions quand même pas faire la fine bouche. Grâce à elle et à d'autres ossements, nous allions nous faire une idée plus précise de nos origines.

Ainsi donc, nous venions des abords de la Rift Valley, cette longue cassure qui court le long de l'Afrique orientale. A l'Est, les hominidés (dont Lucie) allaient s'épanouir dans un paysage de plus en plus découvert qui sélectionna les meilleurs d'entre nous : à l'Ouest, les singes qui allaient continuer de s'ébrouer dans les arbres, s'obstinant à utiliser pour leur malheur leur quatre pattes. Nos cousins germains (et non nos ancêtres) allaient rater le rendez-vous de la culture, du langage et de l'histoire. Pas l'Homo qui ne tarda pas à fausser compagnie à l'Australopithèque dont nous sommes – il faut s'en faire une raison – issus.

Yves Coppens nous retrace ici le destin d'Homo. Et ce destin, même si nous le connaissons sur le bout des doigts de nos mains industrieuses et qu'il est sur toutes les lèvres bavardes, laisse songeur. Qui l'eût cru ? La paléo-anthropologie est décapante. Au rayon des rossignols, les billevesées racistes. Au magasin des accessoires, les balivernes sur les origines multiples de l'homme. Plusieurs fois certes, l'homme a failli divorcer de l'homme. Néandertal, par exemple, aurait pu créer sa lignée, si son cousin en « sapiencité » ne l'avait ramené dans la famille, en l'absorbant génétiquement.

Animaux, fruits de mutations génétiques, nous voici plongés dans la culture beaucoup plus tôt que nous ne le pensions : notre premier B-A BA date peut-être de trois millions d'années. Et cette culture nous a façonnés dans un même moule physiologique. Mieux, elle nous a, dans une certaine mesure, affranchis des aléas génétiques.

« L'UNITE » : Le « bulletin » de naissance de Lucie a ému beaucoup de gens. Comment expliquez-vous l'engouement du public pour les découvertes d'une science tournée vers le passé comme la paléo-anthropologie ?

YVES COPPENS : Pour beaucoup, le paléo-anthropologue représente quelqu'un qui travaille sur le mythe de l'origine. Or les interrogations sur la mort, l'origine et la destinée humaines nourrissent l'angoisse existentielle de l'homme. Dès son origine, l'humanité a réagi en fabriquant des mythes. Il n'y a pas une population au monde qui ne raconte d'où elle vient et ce qu'elle est – elle est d'ailleurs toujours la meilleure, la plus forte en comparaison des « étrangers ». Evidemment au fur et à mesure que les civilisations se compliquent, qu'elles deviennent mieux organisées, et que la démographie s'accroît, les mythes se sont eux-mêmes compliqués en religion.



Pascal Lebrun

Or, il y a actuellement une certaine désaffection religieuse. Il se crée donc un manque. L'angoisse des individus est d'ailleurs liée à la vitesse de développement de la science et de la technologie. Il faut donc se rassurer. J'emploie ce mot à dessein pour l'avoir lu sous la plume de nombreux visiteurs d'expositions sur « les Origines de l'homme » : l'aspect biologique de l'homme les avait « rassurés », écrivaient-ils.

– Qu'est-ce que des disciplines comme la préhistoire, la paléo-anthropologie peuvent apporter à la réflexion contemporaine ? En quoi leurs découvertes peuvent éclairer d'autres champs de la science ou nourrir des réflexions plus « politiques », sur le racisme par exemple ?

– Je ferais un préalable : il y a un décalage entre l'idée qu'on se fait du préhistorien dans certains milieux – celui qui creuse des trous, ramasse des cailloux et s'amuse à reconstituer le passé, autant d'activités qui ne sont pas « dangereuses » – et le côté « insidieux », dérangeant de notre discipline. De par leur objet, elles participent d'un nouvel humanisme.

Au même titre que la redécouverte du monde romain et grec a conduit à la Renaissance, il me semble que la découverte de toutes les cultures du monde par l'ethnologue et le sociologue, la découverte de toutes les cultures du passé par le paléo-anthropologue et le préhistorien sont en train d'embrasser toute la richesse de l'histoire de l'humanité.

(suite en page 18)

(suite en page 17)

Le débat sur « le racisme »... Il est important de mettre l'accent sur notre origine animale, sur le fait que nous participons du même processus d'évolution que n'importe quel autre être vivant et surtout d'insister sur l'origine unique de l'homme. Toutes les découvertes aujourd'hui s'inscrivent dans ce schéma. Que nous soyons blanc, jaune ou noir, nous sommes tous frères d'une même lignée.

– Faisons-nous l'avocat du diable. Les racistes ne peuvent-ils pas prétendre qu'à partir d'une origine unique, l'évolution a pu conduire à une différenciation, à des différences importantes entre les groupes humains ?

– Non seulement le genre Homo a une origine unique qui remonte à plus de deux millions d'années, mais également l'espèce Sapiens, il y a quelques centaines de milliers d'années. La biologie démontre par ailleurs qu'on ne peut fixer de frontière entre les groupes humains : il y a entre eux tous les intermédiaires possibles qui se chevauchent.

– Mais l'Homo Sapiens lui-même s'est ramifié. Il y a eu l'homme de Néandertal et l'homme de Cro-Magnon. D'où vient le premier. Comment a-t-il évolué, comment a-t-il disparu ?

– L'homme de Néandertal est effectivement une forme de Sapiens archaïque dont la culture est cependant plus élaborée que ne l'ont cru les chercheurs. Il est vrai qu'il était desservi par son allure. Il n'était pas beau, alors on ne l'a pas aimé. L'homme de Néandertal a probablement été absorbé génétiquement par l'homme de Cro-Magnon, mais il n'y a aucune trace de génocide.

– Mais s'il y a eu deux formes d'une même espèce à une certaine époque, pourquoi n'y en aurait-il pas eu d'autres à un autre moment ?

– Cela aurait pu se faire, en effet, puisque c'est ainsi que procède l'évolution. Si les Mongoloïdes étaient restés isolés des Négroïdes, les uns et les autres auraient pu donner de véritables sous-espèces, puis des espèces, des genres et puis, il n'y aurait plus eu possibilité d'inter-fécondité.

Seulement voilà, il se trouve que l'homme a la « bougeotte » et qu'il l'a eue très rapidement, notamment sous la pression démographique. Malgré les barrières essentiellement culturelles, les groupes se sont mélangés et ces mélanges ont arrêté le processus de différenciation. L'ancienne anthropologie, la classification entre Négroïdes, Mongoloïdes, etc. s'est appuyée sur des traits extérieurs qui sont en fait mal inscrits au niveau moléculaire.

– Il y a donc eu un moment où l'homme s'est mis à courir le monde et où il s'est créé des collectivités qui se sont distinguées les unes des autres. Se distinguaient-elles essentiellement par la culture ou par la morphologie ?

– Aussi par la morphologie. Les hommes ont commencé à se disséminer à partir de l'Afrique. On les retrouve sur les trois continents de l'Ancien monde. D'abord les derniers Homo habilis, puis les premiers Homo erectus. On distingue certes des caractéristiques régionales. Les Homo erectus d'Extrême-Orient ont des traits communs. De même ceux d'Australie et d'Indonésie. Les Homo erectus d'Afrique présentent des caractères régionaux qui se lisent sur leur squelette et qui devaient aussi se lire sur le corps. Mais tous se sont vite dispersés, se sont probablement mélangés au point que ces caractéristiques s'estompent les « années suivantes »... enfin ! au cours des dizaines de milliers d'années qui suivent. Si bien qu'on ne peut sûrement pas dire que les Homo erectus de Chine sont les ancêtres des Chinois.

– La culture a retenti sur le développement biologique, dites-vous. Mais à l'heure actuelle où elle tend à s'uniformiser, est-ce qu'on n'en est pas à un point où elle risque d'étouffer tout développement biologique, en ramenant ses « déviants » dans le droit chemin si l'on peut dire ?

– L'extraordinaire développement de la culture a ralenti, puis, dans une certaine mesure arrêté l'évolution biologique. L'évolution culturelle a été terriblement rapide, a pris une place de plus en plus grande et a pallié l'adaptation biologique. La société retient ses « déviants », soigne ses déviants, « équipe » ses individus au point que la biologie devient « paresseuse ».

L'homme est un peu une bestiole domestiquée assistée. Ceci est confortable et a permis une prodigieuse aventure, mais limite sûrement l'exploration que notre corps aurait pu réaliser. Mais je ne suis pas sûr que le développement biologique soit arrêté net. Sans doute peut-on penser qu'il va falloir une réponse biologique aux atteintes de l'environnement par exemple si celles-ci sont importantes. Le biologique conserve toutes ses aptitudes à s'adapter, toute sa souplesse.

– Revenons à nos aïeux. Ils ont commencé à avoir la bougeotte à quel moment ?

– Dès qu'ils sont devenus omnivores, qu'ils ont mangé de la viande. Avec l'Homo habilis, il y a trois millions d'années.

– Vous avez écrit que l'outil ne serait pas le propre de l'homme. La preuve, l'Australopithèque s'en serait déjà servi. Qu'est-ce qui caractérise le genre Homo, notre genre ?

– Ses os et ses dents. Je crois – parce qu'on ne dispose pas d'autres moyens – qu'on ne peut définir l'homme que d'un point de vue biologique. Certains chercheurs auraient voulu privilégier l'outil, la réflexion qui est bien entendu essentielle, le langage, un certain degré d'organisation sociale. Or l'approche de ces éléments est bien trop incertaine pour que l'on puisse les intégrer dans une définition de « l'Homo ». Qu'est-ce qui reste ? L'os et la dent, comme d'habitude.

– A partir de quand l'homme se groupe-t-il en sociétés et pourquoi ? Quelles preuves avez-vous de cette vie sociale ?

– L'Australopithèque et les autres primates vivaient aussi en société. Avec l'homme, la société s'organise, se complique, se resserre. La raison est probablement climatique. La société se resserre au moment où le paysage se découvre : l'homme devient plus vulnérable. Les animaux vulnérables, lorsqu'ils sont sociaux, transforment considérablement leur société : ils font front ensemble. Lorsqu'on analyse les sols d'habitat, on voit la transformation de leurs comportements : le cueilleur devient cueilleur ET chasseur, il rapporte le gibier qu'il trouve pour le partager. C'est tout nouveau ce partage dans l'histoire des primates !

Lorsqu'on examine les os de l'homme, on constate une position bipède bien meilleure. Le trou occipital du crâne est placé plus en avant que chez l'Australopithèque. Sa denture se transforme : elle est apte à manger de tout. Les dents antérieures sont plus efficaces. Et puis, on constate un développement du système nerveux central et une irrigation plus abondante de ce S.n.c. Dès l'Homo habilis, semble-t-il.

– Vous faites remonter l'émergence des questions fondamentales – « Qui sommes-nous, Où allons-nous » – très loin dans le temps, à ce fameux Homo habilis justement, il y a quelques trois millions d'années. Est-ce de la spéculation ?

– On peut déjà repérer sur le crâne de l'Homo habilis la trace de l'aire de Broca, ce qui signifierait – dans la mesure où ces localisations avaient la même fonction qu'aujourd'hui – une certaine aptitude au langage. De même le larynx est placé dès les premiers Homo erectus presque comme chez l'homme moderne. Ensuite, l'homme partage. Son outillage est bien plus diversifié que chez l'Australopithèque et il s'agit maintenant d'outils qui ont sans doute été essayés, adoptés, reproduits et enseignés. Tout cela implique un niveau de communication, un niveau de réflexion. Ces outillages supposent un « projet », une application dans le futur. Pour beaucoup de chercheurs, il y a des chances que ces outils aient été enseignés en partie par imitation, mais aussi par échanges de signes, par une communication plus élaborée que les prédécesseurs de l'homme.

Chacun de ces éléments ne suffit pas à faire de l'Homo habilis un homme merveilleusement conscient et très digne, mais leur conjonction lui donne une allure très humaine.

– On a l'impression qu'il n'y a pas grandes différences entre lui et nous...

– Oui. Et comme on passe de manière continue de l'Homo habilis à l'Homo erectus puis à



l'Homo Sapiens, certains paléontologues s'appuient sur ce « gradualisme » – cette continuité évolutive – pour leur donner le même nom : Homo Sapiens habilis, Homo Sapiens erectus, Homo Sapiens sapiens. Ils confèrent la « sapiencité », si je peux dire, à l'homme dès l'apparition du genre Homo.

– Ce gradualisme, c'est justement la preuve de la pression de la culture sur l'évolution humaine qui s'oppose à l'évolution en épis telle qu'elle existe auparavant pour les autres espèces...

– Gould aux U.s.a. pose en effet l'hypothèse que les êtres vivants passent d'une forme à une autre à la faveur d'un certain nombre de transformations « en paquet », d'un quantum de transformations et non d'une succession de mutations. Autrement dit, il y aurait des sauts dans l'évolution.

– Vous-même, vous faites remonter la différenciation entre les hominidés et les ancêtres de nos cousins les chimpanzés et gorilles, à la cassure de la Rift Valley en Afrique. Le milieu aurait joué un rôle considérable ; les singes se développant dans la forêt, les hominidés dans la savane, apparue à la suite d'une modification climatique. Vous prêtez une grande attention au milieu...

– Je constate en effet une étroite corrélation entre l'évolution des êtres vivants et l'évolution du milieu. Au point qu'en un laps de temps très court – 50 000 ans – la dimension des dents de certains éléphants par exemple a triplé parce que leur alimentation est passée d'un régime de feuilles et de branchages à un régime d'herbes beaucoup plus dures qui usent leur denture.

Mieux. Sur une période de trois millions d'années, on constate des vitesses d'évolution très différentes. Les êtres vivants sont relativement stables ou évoluent très lentement sur une lancée pendant une période assez longue, puis tout à coup il y a un changement dans le milieu et immédiatement après, de manière pratiquement contemporaine, une quarantaine d'espèces se mettent à évoluer beaucoup plus vite.

– Certaines activités laissent des traces d'autres pas ; certains outils se conservent, d'autres pas. Est-ce que cela n'amène pas à privilégier les activités « utilitaires » sur d'autres plus « spirituelles ». Ou encore l'alimentation au détriment de l'habitat... déséquilibrant la perception que l'on peut avoir de nos aïeux ?

– Il faut en effet en être conscient. Nous avons fait une expérience dans la vallée de l'Omo. Un ethnologue étudiait les populations actuelles. Il se trouve qu'à la suite de combats, les villages ont brûlé. J'ai demandé à un archéologue de relever le plan des restes au sol abandonnés par les habitants, de voir la répartition de ces restes et d'essayer de les interpréter. La comparaison entre ce que pouvait dire l'archéologue de ces populations et ce qu'en savait l'ethnologue est très intéressante. De même les conclusions à tirer sur les degrés de déviation d'interprétation. Nous essayons de multiplier – non pas ces expériences – mais ces constatations sur des villages abandonnés. On ne pourra pas, évidemment, en conclure que si les sols d'habitats contemporains ressemblent à ceux des habitats préhistoriques, les populations avaient le même genre de vie, mais toutes les mesures de prudence étant prises, on peut tenter certaines transpositions. Certaines dispositions de huttes ou un type de fréquence d'objets peuvent traduire un certain genre de vie.

– A l'inverse, certaines conclusions ne sont-elles pas hâtives. On a retrouvé en Indonésie des crânes sans face ni base. Vous en tirez la conclusion qu'il s'agit de rites... L'image du visage aurait été effacée, le cerveau retiré... Qu'est-ce qui permet semblables conclusions ?

– La découverte récente au microscope de marques de silex sur les parois de ces os. Ces os n'ont pas été brisés par la pression des terres ou par la dissolution partielle de certaines zones plus fragiles. Ils ont été découpés de façon délibérée. Tous les crânes découverts étaient brisés de la même façon : il a fallu longtemps avant que l'on découvre la face du Pithécanthrope.

Et d'autre part, avec ce que l'on connaît de l'homme, de sa culture aujourd'hui, il me paraissait impossible que l'aspect rituel, si important, n'ait pas une origine extrêmement ancienne. Mais cela, j'en conviens n'est pas un argument scientifique.

Dès que l'on a affaire à l'homme, l'interprétation est souvent hâtive. L'essentiel, dans nos travaux, serait de dire bien nettement où s'arrêtent les données, où s'arrête l'interprétation et où commence la spéculation. De la donnée à l'interprétation, on reste encore dans le monde de la science.

(Propos recueillis par PIERRE-YVES POINDRON)

(1) C'est cette hypothèse qui est décrite dans le dernier livre d'Yves Coppens, paru chez Fayard (Col. : Le Temps des Sciences) : « le Singe, l'Afrique et l'homme ».

L'ARRIERE-COUR DE L'APARTHEID

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

Au moment où le régime de l'apartheid affronte des difficultés de plus en plus sérieuses du fait de la résistance des populations noires et du vote de sanctions par le Congrès américain, il importe de s'interroger sur l'Afrique australe, ensemble géopolitique placé sous son influence directe et où règne une tension permanente.

DEPUIS son arrivée au pouvoir en 1978, Pieter Botha a manifesté une préoccupation toujours renouvelée : consolider l'hégémonie régionale sud-africaine. Pour cela il avait défini les critères de sa « stratégie globale » caractérisée par un activisme régional sans bornes sur le plan de la politique extérieure mais aussi de l'économie. Avec une particularité, qui a fini par faire école, l'aide aux mouvements de guérilla qui luttent contre certains de ses voisins. C'est le cas de l'Unita en Angola. Ce que Reagan fait avec les Contras en Amérique centrale, a été déjà testé par l'Afrique du Sud dans sa zone d'influence. Le géant sud-africain a pu, fort de sa puissance économique et militaire, imposer à ses voisins des accords diplomatiques. On se souvient en 1984 des accords signés avec le Mozambique à Nkomati et avec l'Angola à Lusaka. Ces deux pays traversent une crise économique qui les accule à la faillite et font face aux attaques militaires des forces appuyées par Pretoria. Quand ce ne sont pas directement les forces armées sud-africaines qui interviennent.

L'Afrique du Sud possède des atouts incontestables pour contrôler l'économie de la région. Et elle ne se prive pas de le faire. Ainsi, Gérard Chaliand explique dans son livre « Où va l'Afrique du Sud (1) » que « l'histoire coloniale et les réalités géographiques ont placé la plus grande partie de l'Afrique australe dans une situation de dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud. » Les voies de communication et les transports d'un grand nombre de pays passent par la République d'Afrique du Sud. C'est le cas des pays enclavés : le Lesotho, le Botswana, la Zambie, le Zimbabwe et le Swaziland. Pour les pays qui ont un accès à la mer, la situation n'est guère plus favorable.

Avec l'aide de Pretoria, l'Unita a complètement mis hors service le chemin de fer angolais. « Les installations portuaires du Mozambique, de la Tanzanie et de l'Angola sont sous-équipées et mal entretenues (2). » Une grosse partie du commerce extérieur des pays d'Afrique australe transite par l'Afrique du Sud. Le Zaïre, par exemple, pour écouler ses richesses minières doit faire appel aux infrastructures sud-africaines. On retrouve la même situation de dépendance dans l'utilisation d'une main-d'œuvre importée. Des milliers de travailleurs noirs des pays voisins sont recrutés par l'Afrique du Sud.

Face à leur puissant voisin, les pays de cette région font figure de nains économiques. D'autant plus faibles qu'ils ne commercent pratiquement pas entre eux et que pour leur commerce extérieur ils dépendent des Sud-Africains. Les efforts pour arriver à organiser leurs économies autour d'objectifs communs n'ont pas été couronnés de succès. La S.a.d.c.c. (Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe) à laquelle participent l'Angola, le Mozambique, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe, a un objectif : réduire l'emprise économique sud-africaine par la promotion des relations Sud-Sud.

Et puis il y a la Namibie, ce territoire se trouve sous la domination de l'armée sud-africaine. L'objectif déclaré, empêcher que la Swapo pourtant reconnue par la communauté internationale comme le représentant légitime du pays parvienne au pouvoir. Pretoria s'acharne à méconnaître toutes les médiations internationales qui ont tenté d'arriver à un accord négocié et l'attitude complaisante des Etats-Unis n'a fait que conforter les positions de l'occupant. Pour les autorités sud-africaines, de plus en plus enfermées dans leur délire sécuritaire, la Namibie doit rester un territoire-tampon, sorte d'immense frontière entre leur citadelle et le Nord hostile. Aujourd'hui l'Afrique du Sud lie le sort de la Namibie à un retrait des troupes cubaines d'Angola.

Selon les observateurs l'obstination sud-africaine autour de l'enjeu namibien est aussi la preuve de l'ascendant croissant pris par les critères militaires et par l'armée elle-même sur le gouvernement de Pretoria. Menacés par la guerre civile à l'intérieur, les Blancs au pouvoir s'appuient de plus en plus sur l'armée et sur les forces de sécurité. Mais pour ces dernières, les dangers intérieurs ne sont que le prolongement des menaces perçues comme venant de l'étranger. Les militaires pensent donc que la meilleure manière de défendre ce pouvoir raciste reste celui de contrôler par la force l'ensemble régional qui entoure le pays. Ne pas lâcher prise sur la Namibie, maintenir la pression militaire et économique sur les pays voisins reste la défense idéale.

D'autant plus que l'isolement international croissant auquel est soumise l'Afrique du Sud l'invite à renforcer sa situation régionale. Pour les racistes sud-africains leur lutte est celle de l'Occident contre « les menaces communistes », mais il leur est actuellement difficile de faire croire au monde entier qu'ils sont les porte-drapeaux de la démocratie face au totalitarisme.

Reagan joue les Blancs et perd

Le Sénat américain a voté les sanctions économiques à l'Afrique du Sud. Elles ont maintenant force de loi. Du même coup les congressistes viennent d'infliger un camouflet au président Reagan qui avait fait de la question des sanctions « une affaire personnelle ». Les Américains se découvrent à l'occasion un motif de consensus qui traverse toute la société : contre l'apartheid. Le lobby sud-africain n'avait sans doute pas bien mesuré la dimension de ce sentiment antiraciste, Reagan lui-même ne s'attendait pas à une telle mésaventure. Une défaite qui intervient dans un moment délicat, le président est attaqué par son aile droite et ultra-conservatrice qui le juge « trop tiède » face aux Soviétiques.

En Afrique du Sud, les Blancs au pouvoir ont condamné les mesures adoptées par le Congrès américain. L'opposition de son côté n'hésite pas à parler de victoire. Depuis des années déjà les organisations anti-apartheid réclamaient des sanctions économiques sévères. Leur effet est avant tout, et dans l'immédiat, psychologique. Les sanctions, les embargos, les blocus économiques peuvent être tournés, détournés, percés ou tout simplement ignorés. En revanche, les Blancs sud-africains savent maintenant qu'ils sont un peu plus seuls ; parmi la communauté anglophone la peur de la guerre civile avait poussé plusieurs milliers vers l'émigration. Ce mouvement peut s'accentuer.

Le train de sanctions adopté par le Congrès est le suivant : les importations d'uranium, de charbon, d'acier, de textiles, de véhicules militaires et de produits agricoles vont être interrompues, tout nouvel investissement ou prêt bancaire américain sera banni, les exportations d'ordinateurs et de pétrole seront supprimées et la compagnie aérienne South African Airways n'aura plus le droit de faire atterrir ses avions aux Etats-Unis. La loi précise que les sanctions ne seront levées qu'à condition que le gouvernement prenne au moins quatre des cinq mesures suivantes : 1) libération de Nelson Mandela, ainsi que des autres prisonniers politiques ; 2) levée de l'état d'urgence ; 3) légalisation de tous les partis politiques ; 4) abolition des lois réglementant les endroits où les Noirs ont le droit de vivre et de travailler ; 5) négociation avec les dirigeants noirs sud-africains.



Homme-médecine de l'Unita, célébrant le président Savimbi, en Angola.

Cette propagande sud-africaine, complaisamment reprise par les amis du régime raciste, bute sur un fait, le profil bas adopté par l'U.r.s.s. en Afrique australe, et que plusieurs analystes ont relevé. Prenons par exemple Hélène Carrère d'Encausse, dans son dernier livre (3), elle écrit : « L'Afrique, située à l'échelon le plus bas des priorités soviétiques contemporaines, qui, de surcroît, est plutôt du domaine d'influence cubaine, peut parfaitement glisser hors de la sphère soviétique. Et ce mouvement, au Mozambique, du moins, est déjà entamé. » Il est vrai aussi que l'appui politique et matériel donné par l'U.r.s.s. aux forces hostiles à l'apartheid constitue un pari sur l'avenir. pari que les Soviétiques peuvent gagner seulement si les Noirs sud-africains ne trouvent pas ailleurs l'aide nécessaire pour vaincre.

Questions sur l'efficacité soviétique

L'Angola et le Mozambique sont deux beaux exemples de la faillite actuelle de la stratégie soviétique en Afrique. Le gouvernement révolutionnaire de Luanda survit grâce à la présence de, selon les chiffres habituellement cités, 25 000 soldats cubains. Malgré cette « aide fraternelle », l'Unita, fort de ses appuis occidentaux, continue à mener la vie dure aux hommes du M.p.l.a. L'effort de guerre dans ces deux pays interdit toute perspective de développement économique et leurs dirigeants, surtout ceux du Mozambique, commencent à se poser des questions sur l'efficacité de l'aide soviétique.

A Luanda et à Maputo on multiplie les contacts pour diversifier la coopération économique. Les pays occidentaux, dont la France, auraient tort de ne pas répondre à leur appel. Il reste que les pressions militaires sud-africaines directes ou par guérilla interposée, ne facilitent pas cette évolution. L'U.r.s.s. peut donc continuer à aider militairement ces pays agressés et, par là-même, maintenir une présence plus que symbolique dans la région.



Signature du traité de non-agression entre Pieter Botha et Samora Machel, en mars 1984 .

S'il y a eu revirement dans la politique de certains pays alliés de l'Afrique du Sud, c'est le cas des Etats-Unis, cela est dû peut-être aussi aux difficultés rencontrées dans la stratégie régionale de Pretoria. Sa fameuse « stratégie globale » n'a pas, jusqu'à maintenant, donné les fruits escomptés. Les accords signés en 1984 sont allés rejoindre au panier les centaines de traités violés de par le monde. L'Afrique du Sud n'a donc pas réussi à neutraliser ses voisins du Nord. Pour les pays de la « ligne du front (4) » et malgré les concessions obligées accordées à l'Afrique du Sud, l'apartheid reste l'ennemi incontournable.

L'Afrique australe est aussi ce que les spécialistes appellent « un enjeu stratégique » qui intéresse les grandes puissances. L'Afrique du Sud, mais aussi certains de ses voisins, ont des ressources minières qui sont parmi les plus importantes après celles des Etats-Unis et de l'U.r.s.s. Si les minerais sud-africains venaient à manquer, plusieurs pays de l'Afrique australe (Zimbabwe, Botswana, Namibie et Zambie) pourraient les remplacer. Il n'empêche que ce sont des entreprises sud-africaines qui gardent le contrôle de la plupart de ces ressources dans l'ensemble de la région. Les Etats-Unis et les pays de l'O.c.d.e. achètent une quantité considérable de minerais stratégiques à l'Afrique du Sud. Selon Gérard Chaliand « On aurait tort, comme c'est parfois le cas, de surestimer de façon dramatique l'importance des minerais stratégiques de l'Afrique-du-Sud pour les pays occidentaux. » Cependant ce ne sont pas des considérations purement militaires qui incitent les Occidentaux à ne pas rompre complètement les ponts avec Pretoria, l'économie y est aussi pour quelque chose.

●

(1) Gérard Chaliand : « Où va l'Afrique du Sud ? » Calmann-Lévy. Paris.

(2) Gérard Chaliand.

(3) Hélène Carrère d'Encausse, « Ni paix ni guerre », Flammarion. Paris.

(4) Pays de la « ligne du front » : Angola, Mozambique, Botswana, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.

POLOGNE : LE NOUVEAU DEFI DE SOLIDARNOSC

L'équipe de Jaruzelski devait bien s'attendre, après l'élargissement de tous ces irréductibles, que la nature même de leur lutte pour le pluralisme syndical les mènerait à reprendre un nouveau pari d'existence.

PAR JEAN LIBERMAN

« UNE poignée d'extrémistes poussant les autorités à (leur) appliquer les rigueurs de la loi », lance M. Urban, porte-parole du gouvernement polonais, à l'adresse des nouveaux dirigeants auto-proclamés de Solidarnosc. « Il y a en Pologne des problèmes majeurs qui ne peuvent faire l'objet d'aucune discussion avec qui que ce soit... » (c'est-à-dire hors du parti) précise le ministre – à poigne – de l'intérieur, le général Kiszczak. Ainsi, quinze jours après la spectaculaire amnistie de tous les prisonniers politiques et en réponse à la reconstitution publique de Solidarité, prenant le pouvoir au jeu de son apparente politique d'ouverture, ce dernier tend-il déjà à en revenir au bâton ? Et justifie-t-il ainsi les interprétations d'une amnistie essentiellement inspirée par l'obtention de crédits occidentaux ? On sera bientôt fixé.

L'équipe de Jaruzelski devait pourtant bien s'attendre, après l'élargissement de tous ces irréductibles, que la nature même de leur lutte pour le pluralisme syndical et d'association les mènerait à reprendre un nouveau pari d'existence. Un pari qui, même s'il sonne comme un défi : création, avec plusieurs des dirigeants de la T.k.k. (branche clandestine) sortis de la clandestinité, d'un Conseil provisoire de Solidarité et de conseils régionaux afin de rétablir les libertés syndicales, est tempéré par une dure expérience et l'évidente recherche du compromis. Loin du provocant retour à la case zéro, Walesa et les siens, dans la logique supposée de l'action du pouvoir, ne se fixent qu'un objectif de pluralisme *par étapes,* dans l'*entente* avec les autorités pour « convenir d'un nouveau modèle d'action légale ».

« Il s'agit même, nous dit « K », un porte-parole de Solidarité, qui apprécie « très positivement » l'amnistie, d'élaborer le retour de l'organisation *clandestine* dans l'action légale. » Quand on sait que la vitalité relativement maintenue de Solidarité face au pouvoir, n'a tenu, au-delà de quelques cadres complètement clandestins, qu'à la double vie de quelque trente mille militants et aux éditions, publications et diffusions sous le manteau, on mesure l'ampleur de l'enjeu et du risque de récupération policière. « Nous en sommes parfaitement conscients, dit K. (et les structures clandestines demeurent en place) mais en fait nous avons beaucoup de choses à négocier *sauf l'essentiel* : l'existence du pluralisme d'association, la participation à notre destin. »

En convoquant d'emblée les sept membres du Conseil provisoire pour « reconstitution d'associations illégales » et en les menaçant de graves sanctions pénales, le pouvoir, qui s'était beaucoup avancé, semble s'en tenir plutôt, pour le moment, aux violences verbales, en évitant de rompre trop vite un « état de grâce » dont il attend les fruits. Le général Kiszczak se flatte même de « distinguer dans l'op-

NUCLEAIRE CIVIL : LE NORD SE DEFAUSSE... LE SUD S'EQUIPE

PAR MICHEL MATHIEU

Si le rythme de construction de centrales nucléaires reste élevé en Occident alors que la croissance du nucléaire ralentit à cause des effets de saturation, on observe le décollage de certains pays du tiers monde. Plus que les frayeurs d'après Tchernobyl c'est la délocalisation industrielle qui est responsable de cette nouvelle division mondiale du travail.

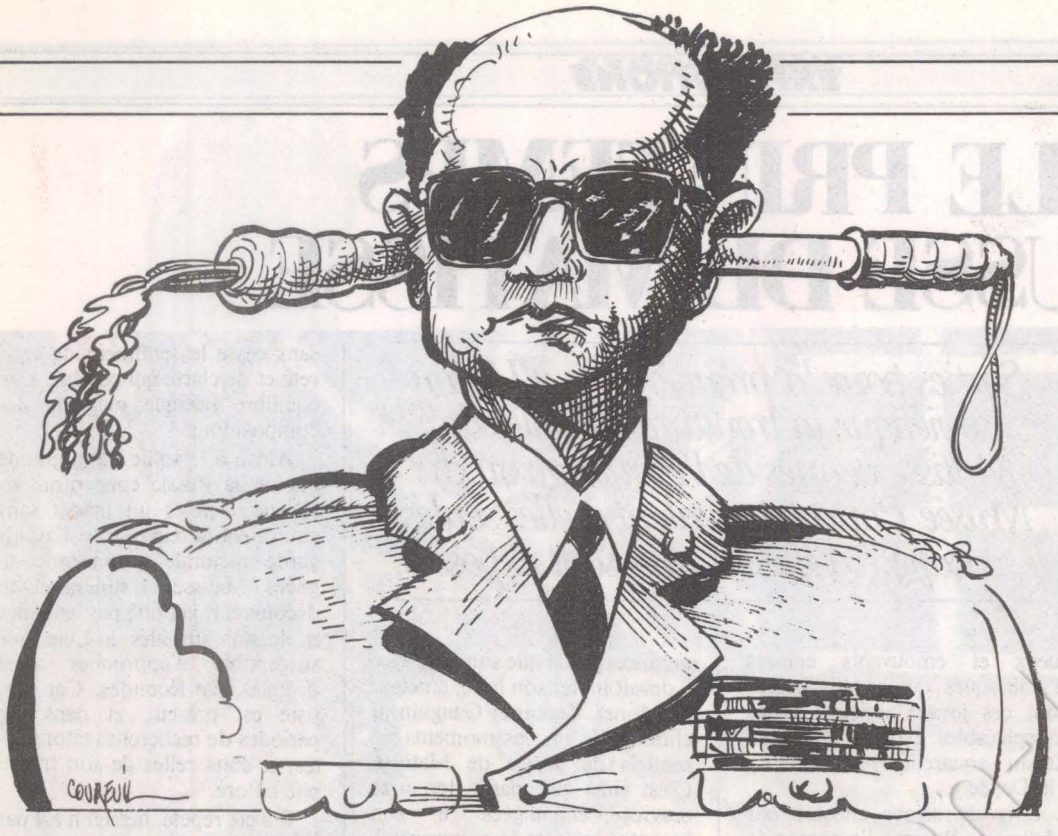
(de notre correspondant, à Rome)

VA-T-ON vers une banalisation de l'utilisation de l'énergie thermonucléaire ? Les pays du tiers monde vont-ils prendre le relais des pays occidentaux dont le marché se resserre ? C'est la question que se posaient en coulisses, et pas de façon toujours désintéressée, certains des délégués des 122 pays adhérant à l'Agence atomique internationale, réunis le 24 septembre dernier à Vienne en séance extraordinaire. Les écologistes qui avaient distribué des dossiers en marge de la réunion de Vienne pour rappeler une fois de plus les effets nocifs sur l'environnement et sur les personnes du fonctionnement des réacteurs nucléaires, s'inquiètent de la nouvelle politique des pays constructeurs. Mais sont-ils les seuls ?

Devant l'inexpérimentation technique des nouveaux pays acquéreurs, il est parfois tentant pour les pays constructeurs de tirer des profits supplémentaires en jouant sur la qualité des matériaux employés. Ainsi, il s'en est fallu de peu pour que la Centrale de Zwentendorf ne soit revendue en pièces détachées à la Yougoslavie ou à l'Egypte. S'il n'y avait eu l'accident de Tchernobyl c'était chose faite. Construite en 1977, elle n'a pu être mise en service à cause du référendum organisé en Autriche à la suite de l'accident de Three Miles Island. Il eût été dommage qu'un matériel si beau et si onéreux finît à la casse.

L'opération de récupération confiée aux bons soins de la multinationale américaine Bechtel Corporation – dont les noms du secrétaire d'Etat américain George Schultz et du secrétaire d'Etat à Défense Caspar Weinberger figurent en bonne place dans le staff dirigeant – était sur le point d'être conclue quand est intervenu l'accident de Tchernobyl qui a fait capoter l'affaire. Pire encore, la centrale nucléaire vendue au dictateur Marcos par Westinghouse pour deux milliards de dollars, et qui ne pourra jamais être mise en service. Selon la revue financière américaine « Fortune », cette centrale qui a été construite sur une triple faille géologique présente des défaillances dans le système de refroidissement de secours et les circuits d'eau et de vapeur fuient comme des passoires au niveau des soudures. Enfin, la coupole qui devrait contenir l'uranium enrichi a été mal soudée. Cela n'empêchera pas Marcos – qui avait reçu un pot-de-vin de 25 millions de dollars par la multinationale américaine – de dormir.

Ces cas extrêmes ne doivent cependant pas faire écran à la réalité du processus de fond qui



position des orientations réalistes ». Double langage plutôt inquiétant, mais temporisateur, qu'autorise sans doute d'ailleurs l'attitude conciliante de Moscou. En effet, si « la Pravda » (en pays conquis) assimile le nouveau « Conseil provisoire » à des « forces de désordre anti-socialistes », elle les présente comme inoffensives pour le régime. Le Kremlin est décidément en excellents termes avec Jaruzelski qui vient d'être, avec sa visite à Pékin — où il « grillait » Honecker — le premier des représentants du bloc de l'Est à renouer des liens avec la Chine.

L'attitude paradoxale de Varsovie, hésitant, semble-t-il, à en revenir à la simple répression politique, suscite maintes interrogations. Dans certains milieux de Solidarité, pour qui l'amnistie, loin de refléter un « dégel », n'est tournée que vers le renflouement économique par l'Ouest, on estime que les Occidentaux auraient intérêt à percevoir le petit jeu en place : « Emprisonner — libérer — demander des crédits » puis remprisonner, etc. s'ils ne veulent pas que les prisons se remplissent périodiquement d'opposants. Mais Varsovie peut aussi se donner « techniquement » les gants « d'avoir un pays sans prisonniers politiques » remarque-t-on : il suffit de multiplier et d'aggraver le harcèlement des opposants, depuis les amendes salées, à la déchéance de tous les droits (parentaux par exemple), en passant par les « disparitions »...

Pour d'autres courants, qui ont la faveur de K., l'amnistie, préparée avec l'aval de Gorbatchev, et ses suites ne seraient qu'un aspect de la nécessaire amélioration psychologique de l'atmosphère à l'Est, à la veille des Sommets enfin obtenus avec Reagan. Si l'événement s'insérait en effet dans le processus de négociations pacifiques des super-Grands, marqué d'abord par les surprenantes concessions en matière de désarmement, faites à Stockholm par une Union soviétique paraissant entrer dans « l'ère des compromis », on serait en droit de rêver sur les perspectives de Solidarité 1986 ●

---

intéresse autant les pays industrialisés que le tiers monde. Comme on le sait, le « boum » du nucléaire en Occident a été un des effets de la crise du pétrole. A 16 dollars le baril en 1978, le pétrole perdait son primat d'énergie bon marché. Les forages offshore devinrent soudain rentables et les centrales nucléaires moins répugnantes. La crise économique, le chômage et la promesse implicite d'indépendance énergétique les auraient presque rendus sympathiques, si le ciel ne nous était tombé sur la tête en mai dernier. L'Europe occidentale, avec 141 unités qui totalisent une puissance de 95 000 megawatts et qui produisent 30 % de l'énergie électrique est la zone géographique la plus nucléarisée en absolu, suivie de près — 133 réacteurs — par l'Amérique du nord (Etats-Unis et Canada).

Même si le rythme de construction de centrales reste élevé en Occident avec 34 chantiers en Amérique du Nord et 32 en Europe, alors que la croissance du nucléaire ralentit également à cause des effets de saturation, on observe le décollage de certains pays du tiers monde. L'Inde, la Corée du Sud, et Taïwan qui ont déjà quatre centrales en service ont, respectivement, six, cinq et deux nouveaux projets de centrales. Pour des raisons économiques ou militaires inavouées la vingtaine de centrales que se partagent actuellement le tiers monde pourrait être multipliée par trois ou quatre en moins de vingt ans. D'ici à l'an 2000, disent les Américains, à partir des chiffres publiés par l'Atomic Energy Agency, sur les 33 pays qui utiliseront des centrales nucléaires, 17 seront des pays du tiers monde.

Cette croissance, qui intervient donc au moment où les pays occidentaux commencent à s'essouffler, fait dire à certains que les pays développés se déchargent comme d'habitude des industries polluantes vers le tiers monde. Personne ne voudrait nier l'évidence de l'impact négatif qu'ont pu avoir sur l'opinion, à quelques années de distance, les accidents de Three Miles Island et de Tchernobyl. Mais la volonté des pays occidentaux de vendre leur technologie de pointe doit être compensée par une demande en aval des pays « ciblés ». Plus que les frayeurs de l'Occident, c'est la délocalisation industrielle qui est responsable de cette nouvelle situation.

C'est à partir des années quatre-vingt, selon le dernier rapport du département de commerce américain (1985 Industrial Outlook) que l'on observe un mouvement de forte pénétration industrielle du marché américain qui passe de 15 % en 1980 à 26 % en 1985.

Parallèlement, les exportations des secteurs traditionnellement portants de la grande industrie américaine — grosse bouffeuse d'énergie — comme le secteur des machines-outils, chutent de dix milliards de dollars. A qui profite cette régression américaine ? Essentiellement au Japon, mais aussi aux pays en voie d'industrialisation rapide de l'Extrême-Orient, ceux-là mêmes qui se lancent dans d'ambitieux programmes de construction de centrales nucléaires — et à certains pays d'Amérique latine comme le Brésil et l'Argentine, nouveaux venus dans le club des pays nucléarisés.

Inversement, selon l'O.c.d.e., les pays européens eux aussi en phase de désindustrialisation voient leurs exportations de matériel d'équipement mécanique vers les Etats-Unis diminuer. L'Allemagne perd un tiers, passant de 18 % à 14 %, la Grande-Bretagne perd également plus d'un tiers passant de 14 % à 8,7 %, les exportations italiennes stagnent autour de 4,2 %. Seule la France, pendant la période 1980-1985, a légèrement progressé, passant d'un peu moins de 4 % à 5,1 %. La reprise occidentale, surtout aux Etats-Unis n'est donc pas homogène et s'établit sur un certain nombre d'impasses industrielles qui risquent d'avoir des conséquences négatives sur le chômage.

Les jeux de Bourse sur le dollar et l'industrie des services, qui promettent des gains importants sur de brèves périodes ont détourné les investisseurs des secteurs qui représentent l'infrastructure traditionnelle des pays industrialisés. Après le développement des industries manufacturières du secteur de l'habillement, prolongement mécanisé de l'artisanat et la pénétration sur les marchés occidentaux des technologies légères — souvent construites sous licence par des multinationales — les pays en voie d'industrialisation rapide sont en train de s'insérer dans les espaces libérés par les pays industrialisés.

Une nouvelle page de la division mondiale du travail vient donc de s'ouvrir qui réservera aux pays industrialisés les marchés des technologies de pointe et le surdéveloppement des services. Une orientation plus ou moins raisonnée qui doit autant aux dérives perverses de l'économie qu'à des choix politiques. Si les spéculateurs et autres opérateurs économiques y trouvent leur compte, les effets risquent d'être durablement dévastateurs pour le marché de l'emploi. Mais il est vrai que le plein emploi n'est pas le souci majeur des économistes américains qui misent plutôt sur une rotation plus rapide des périodes de chômage.

LE PRINTEMPS RUSSE DE MATISSE

PAR LUCIEN CURZI

Sorties pour la première fois d'Union soviétique la trentaine de toiles de Matisse venues de l'Ermitage ou du Musée Pouchkine valent à elles seules le voyage à Lille où elles sont exposées.

L'ŒUVRE d'Henri Matisse (1869-1954) prend, avec le recul du temps, une signification et une résonance telles, qu'on aime y revenir sans cesse. C'est qu'elle baigne en profondeur dans le bonheur de vivre. Et que la chair même de sa peinture est comme organiquement liée aux audaces de cet artiste d'exception.

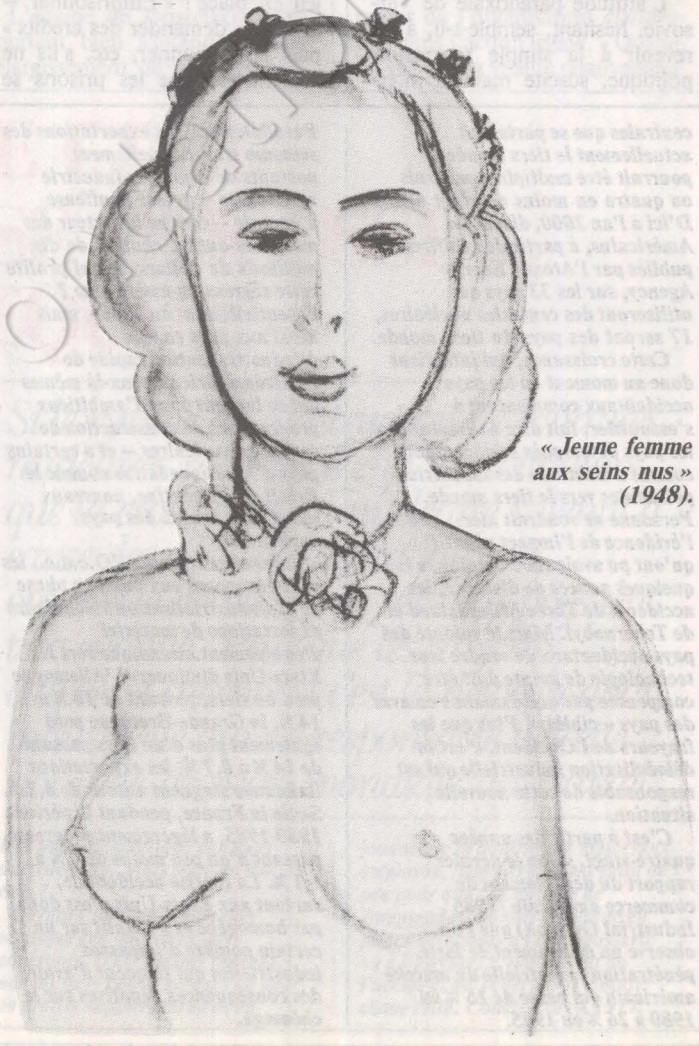
Matisse nous parle, bien sûr, de lui-même, mais évoque surtout ses contemporains, et son siècle, avec une aptitude aux plaisirs des sens aussi tranquille que contagieuse, que seuls possèdent à ce point les grands maîtres. Aussi, est-ce un vrai festin de l'esprit qu'offre ce retour en France (1) d'une trentaine de pièces prodigues, dont le tiers ne serait jamais sorti d'U.r.s.s. Et quelles pièces, prêtées à Lille au terme de négociations engagées par Pierre Mauroy alors Premier ministre, à l'occasion d'un voyage officiel.

Marquons d'emblée que les Matisse des collections publiques soviétiques comprennent 37 toiles au musée de l'Ermitage (Leningrad) et 18 toiles au musée Pouchkine (Moscou) (2). Ils constituent un ensemble où sont ramassées quelques-unes des meilleures intuitions de l'artiste. Qu'on sache aussi qu'à l'origine de ces acquisitions se trouvent deux collectionneurs russes passionnés d'art contemporain, bien avant que Matisse devienne un peintre majeur auquel partout on se réfère, et qui préoccupe tant, chez nous, les peintres de ces vingt dernières années.

Mécènes avisés, tenaces et pleins de curiosité furent, en effet, ces riches bourgeois. Le premier, c'est Sergueï Ivanovitch Chtchoukine (1854-1936) qui, dès 1904, c'est-à-dire avant le retentissant Salon d'Automne de 1905 où les Fauves « en cage », notamment Matisse, suscitaient l'agressivité du public, achetait déjà deux toiles.

En 1909, ce même Chtchoukine commandait les panneaux de « la Danse » et de « la Musique » pour décorer le mur situé en haut de l'escalier d'honneur de son hôtel de la rue Znamenski. Et les tableaux somptueux et émouvants enlacés d'arabesques qui en résultèrent sont ces joyaux uniques, hélas indéplaçables, évoqués ici par un dessin aquarellé préalable de « la Danse ».

Lors du séjour effectué par Matisse en Russie à l'automne de 1911, Chtchoukine s'enorgueillissait de pouvoir montrer à ses compatriotes et aux responsables des musées allemands vingt-cinq toiles du peintre ! Quant à l'industriel Ivan Abramovitch Morozov (1871-1921), de Moscou, moins expansif que son alter ego, il devait imiter son frère, amateur de Monet, Renoir et Gauguin. Il choisissait, lui, des moments essentiels de la vie de Matisse. C'est ainsi que, parmi les onze œuvres engrangées à son compte, on note le remarquable tryptique marocain de 1912, d'une féerique et incomparable séduction, dans le registre de bleus modulés, d'« émail byzantin », selon la formule chère à Chtchoukine lui-même. Œuvre fluide et fraîche, où se relance sans cesse le sentiment de légèreté et de clarté qui conduit à un équilibre presque magique des compositions.



« Jeune femme aux seins nus » (1948).

Ainsi, à la veille de la grande guerre, la Russie concentrait en ses deux pôles un massif sans équivalent d'œuvres de l'avant-garde picturale européenne signées Matisse. L'itinéraire du découvreur, jalonné par les toiles et dessins installés à Lille, est susceptible d'approches aussi diverses que fécondes. Car l'artiste est présent, et dans ses périodes de recherches tâtonnantes, et dans celles de son triomphe coloré.

Il a été répété, mais il n'est pas inutile de le rappeler, que l'art moderne ne fonde son charme ni sur l'imitation servile de la nature, ni sur la déformation systématique des volumes, mais à la fois sur l'abolition de toute hiérarchie entre les figures et les choses, et par l'unification en un même tissu organique des lignes et des couleurs ; qu'une imagination aiguë, en apparence simplificatrice, développe la tention visuelle au point de transfigurer la réalité en une nature autre, qui ne rende compte qu'à elle-même.

On assiste donc, à travers les Matisse russes, à cette quête inscrite entre deux points séparés de plus d'un demi-siècle : une huile de 1896, où se résument avec solidité Chardin et Cézanne, « la Bouteille de Schiedam » à fruits et couteau oblique posés sur une nappe et « Jeune Femme aux seins nus », le souverain fusain de 1948 aux si brasillantes ellipses. Quel chemin parcouru entre le savoir d'admiration envers les prédécesseurs et cette germination d'amour dans la lumière. En cette ultime phase, comment procédait Matisse ? « (...) Ma route n'a rien de prévu ; je suis conduit, je ne conduis pas (...) Je suis seulement dirigé par un élan intérieur... plutôt que par l'extérieur que mes yeux fixent. »

Ainsi, l'évolution de Matisse est faite d'étapes notoires. Dès 1901, la ligne ne dicte plus aux formes et les contrastes s'accentuent dans « le Jardin du Luxembourg » où les coloris « actifs » semblent se dilater pour construire leur propre espace. Avec « Vue de Collioure » (1905), les touches sonores de



« Fleurs, fruits, panneau la Danse ».

couleurs divisent et rythment le paysage où apparaissent des aplats purs. Et le tableau aboutit vers 1909 à un tournant avec « Chambre rouge », un plan travaillé d'éclatantes « taches » colorées, qui est simultanément figure et nature morte, sinon peinture dans la peinture. Il s'agit d'un compotier, de motifs de toile de Jouy et d'un personnage stylisé. Tous ces éléments participent à la plénitude faste de l'orchestration.

Où l'on aborde dès lors, après des « scènes » de plantes et fruits aussi vigoureuses et sensuelles que le vivant, les variations chatoyantes et flottantes du séjour à Tanger, l'icône adorable de cette suite, ce « Portrait de la femme du peintre », de 1913 en bleu, noir et ocre. Ce juvénile portrait de Mme Matisse en toilette de ville, assise sur une chaise de jardin, est voulu frontal, peint on dirait d'esquisse. La tête légèrement penchée sur le côté a bien, comme l'a suggéré avec acuité Jean Laude, l'expressivité d'un masque africain. Soulignés de traits noirs, les reliefs creusent l'ovale, où un voile bleuté déclenche un effet cendré car il est posé sur un fond rose pâle.



« Les joueurs de boules ».

Ainsi, le voyage s'impose pour rencontrer ce Matisse-là, qui nous vient, en toute exclusivité, de cette Europe si riche en chefs-d'œuvre de maîtres français. On ajoutera qu'avec ce coup d'éclat, la capitale du Nord inaugure un sensible réchauffement des relations culturelles franco-soviétiques. Que Matisse, déjà en grande affection dans cette région avec le beau musée qui lui est dévolu en sa ville natale de Cateau-Cambrésis (3) soit, par son œuvre, l'espace privilégié et admirable d'un temps retenu, donne motif à croire que l'art est sans frontières ; qu'avec intelligence, le meilleur des espérances humaines s'y trouve postulé. ●

---

(1) Musée des Beaux-Arts de Lille (20-57-01-84). Entrée : place de la République. Cette exposition a été réalisée par la Ville de Lille et l'Association Française d'Action Artistique. Commissaire : Hervé Oursel. Jusqu'au 5 janvier 1987.

(2) Au cours d'une rencontre avec les critiques d'art à Lille, Pierre Mauroy a annoncé, qu'à titre de réciprocité, le musée de Lille prêterait aux musées soviétiques, au printemps 87, vingt-cinq de ses trésors parmi lesquels deux chefs-d'œuvre de Goya. Interrogé au sujet des 584 caisses enfermant les Plans-reliefs, il a laissé entendre qu'une solution est désormais en vue. Les Plans-reliefs liés au Nord et à la Belgique pourraient rester à Lille, qui prévoit la création, à l'Hospice Général, un édifice du XVIIIe siècle, d'un Musée de la Frontière. Celui-ci comprendrait aussi les collections du Musée industriel et commercial. Serge Renimel, auteur du musée du Septennat à Château-Chinon, est chargé de l'étude, de ce projet.

(3) La famille d'Henri Matisse entoure ce musée de tous ses soins. Après avoir offert en 1982 et 1983, trois études pour la chapelle de Vence, elle vient de manifester à nouveau sa générosité en cédant deux des maquettes en papiers découpées pour les chasubles noires. Notons qu'à partir du 18 octobre, le musée du Cateau consacrera une salle à la Chapelle de Vence, où seront exposées les œuvres afférentes accompagnées de photographies. En outre, Mme Jean Matisse a prêté un portrait de la fille de l'artiste, « Marguerite au chapeau de cuir » (1914), tableau jamais encore exposé. Palais Fénelon, musée Henri-Matisse. Place de l'Hôtel-de-Ville (27-84-13-15).



Marlène Dietrich dans « le Grand Alibi ».



Jeremy Irons et Robert de Niro dans « Mission ».

Magique et barbare

Des soldats de Charlemagne rentrent chez eux après une dure campagne. Nous sommes en l'an 831, époque magique et barbare. De l'amitié orageuse entre les deux héros, de leur voyage initiatique à travers une forêt qui les piège et les protège, Jean-Louis Lignerat tire un film passionnant, au ton profondément original, avec de petits moyens mais de grands acteurs méconnus. Un premier film qu'il serait dommage de louper, même s'il sort sans grand tapage.

F. DE G.

** « 831. Voyage incertain », de Jean-Louis Lignerat. Avec Jean-Pierre Bouvier, David Jeannel, Sophie Caffarel, Vuillemin.*

Cartes biseautées

Un couple dans une belle maison à la campagne. Edouard invite Otto pour écrire avec lui un scénario, Charlotte invite sa nièce, triste, blonde et jeune. Et le jeu des « affinités électives » brouille les cartes, jusqu'au drame. Cette réflexion philosophique sur l'amour et la fatalité, inspirée du roman de Goethe, aurait pu donner un grand film. Délicatement photographié, joué avec finesse par de bons acteurs, rigoureusement construit, « Tarot » pourtant ne réussit pas à émouvoir ni à convaincre, comme empêtré dans l'épaisseur et la richesse de son sujet, trop timide et distancié.

F. DE G.

** « Tarot », de Rudolf Thome. Avec Vera Tschechowa, Hans Zischler, Rudiger Vogler.*

Prétentieux et dangereux

Ce « journal de voyage » est un documentaire prétentieux et dangereux. Prétentieux parce que d'un maniérisme exacerbé que finit par noyer la force monotone des témoignages dans une mélasse aux propriétés soporifiques. Dangereux parce que les partis-pris de l'auteur donnent la fâcheuse impression qu'en Argentine rien n'a changé depuis le départ des généraux. A éviter.

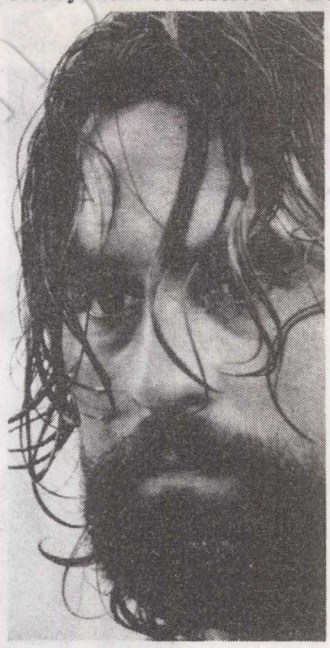
C.F.-L.

** « De l'Argentine », film de Werner Schroeter.*

Marlène et Hitch

Sublime Marlène, sacré Hitchcock. Quand la star et le metteur en scène se rencontrent, ça ne peut que donner un film aussi curieux et détonant que « le Grand Alibi ». Avec, puisqu'on est dans l'univers du maître du suspense, un meurtre, un coupable — vrai ou faux, là est toute la question — une jeune fille prête à tout pour aider le coupable, et un détective futé qui tombe amoureux de la jeune fille. Sublime Marlène, qui chante au cours d'une fête foraine devant un public subjugué, et dont les yeux, soudain, s'écarquillent d'horreur à la vue d'une poupée tachée de sang. Sacré Hitchcock, qui ose nous gratifier du flash-back le plus mensonger de toute l'histoire du cinéma. Mené en bateau, le spectateur ne lui en veut pourtant pas : quand Sir Alfred est à la manœuvre, le cinéma est toujours en fête. Et ça, c'est incomparable.

M.D.



** « Le Grand Alibi », d'Alfred Hitchcock. Avec Marlène Dietrich, Jane Wyman, Michaël Wilding.*

Beau, beau... et nul à la fois

Les Jésuites pataugent dans la jungle amazonienne, se prennent les pieds dans les rochers, se noient dans les cascades. C'est une rude épreuve mais les voies du Seigneur sont impénétrables. Les Indiens Guarani, avec leurs cheveux coupés au bol, regardent passer les troupeaux de missionnaires et nous, on regarde passer le film. Débat philosophique sur le Bien et le Mal, duel de géants (de Niro et Irons, fantastiques) sur un sujet tordu comme une épreuve de bachot, genre : « Jusqu'où l'amour de la fin peut-elle justifier l'absence de moyens ? », incantation ambiguë à mère l'Eglise catholique et belles photos. Pour être beau, c'est superbe. Mais d'une minceur de tract en temps de crise du papier. Après deux heures de film, on croit s'être seulement tapé le générique.

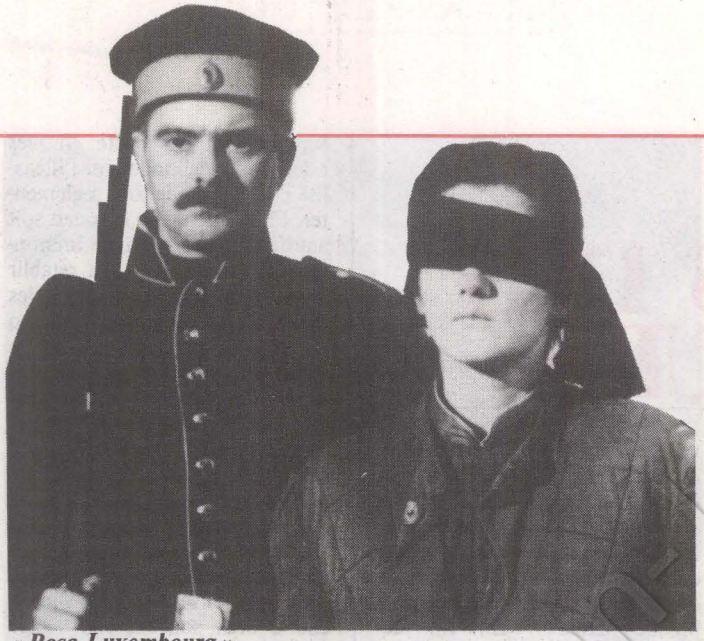
F.G.

** « Mission », de Roland Joffé. Avec Jeremy Irons et Robert de Niro.*

N'est pas Cary Grant qui veut...

Tout fout le camp, même la séduction yankee. C'est triste à dire, mais

Rose L. comme ils disent



« Rosa Luxembourg ».

Encore une histoire d'amnésiques. Mais désormais, outre-Rhin, il n'y a plus d'amnistie pour l'amnésie. C'est fou ce que l'Allemagne moderne aura pu plancher pour noircir ses blancs et colmater ses brèches. Rosa L., donc, femme au patronyme tronqué, femme introuvable il y a peu encore dans le grand bazar historique teuton. Même la très tenace et peu naïve Margarethe von Trotta, cette Mère Courage des rééducateurs du lapsus et de l'oubli



Margarethe von Trotta.

en Germanie profonde, même elle, n'en est pas revenue : de Rosa Luxembourg (1) (1870-1919), plus trace. Définitivement noyée dans le Landwehrkanal, ce linceul liquide pas mal rougi du sang des Spartakistes écrasés.

Des manuels scolaires à la mémoire collective, le flou. Dans les librairies : rien. En vain Margarethe von Trotta a-t-elle arpenté bibliothèques et fonds de caves pour se constituer un premier bagage de travail : c'est à l'étranger, la plupart du temps, qu'elle a dû passer commande. Thèses ennuyeuses, récits contemporains plus ou moins filoutés, biographies plus ou moins romancées : là encore, de quoi pédaler dans la choucroute.

« Aujourd'hui, confie-t-elle, les vitrines des librairies affichent volontiers Rosa Luxembourg. Et notamment sa correspondance, ce qui est un gage d'authenticité. Le film a déclenché une vague d'intérêt qui ne cesse de croitre. Rosa revient de loin ! »

Doux euphémisme. Parce que dans la grande lessive, lorsqu'il arrivait qu'on mentionnât son nom, bonjour les dégâts. Deux écoles : à ma droite l'Allemagne-haut-le-cœur, celle qui crache sur « Rosa la Rouge », « Rosa la Sanglante » et va même jusqu'à s'offusquer très officiellement le jour où la pauvre révolutionnaire est tirée des limbes du néant pour devenir un timbre-poste (collection : « les Femmes célèbres »). « On a vu des employés des postes refuser d'oblitérer des lettres affranchies « Rosa », témoigne Margarethe. On a vu aussi des particuliers refuser d'ouvrir ces mêmes lettres. » Les anti, les ultras : des timbrés !

A ma gauche, la langue de bois. « Rosa la Martyre » chantée sur tous les tons comme un cantique. Plus loin, plus profond on ne se risque pas : les démêlés obscurs de la dame avec Lénine, ses crises de nerf quand il s'agissait de l'organisation du Parti et du totalitarisme font qu'à l'Est on préfère glisser sur une existence d'ailleurs brève. Il a fallu attendre 1968, les gauchos non alignés et le mouvement de libération des femmes pour que Rosa, cessant d'être une insulte ou une hostie, retrouve un peu d'elle-même. « Ses portraits brandis dans les rues, se rappelle Margarethe von Trotta, c'était comme une interrogation : qu'avions-nous fait d'elle ? Qu'avait-elle fait de sa vie ? Pourquoi nous gênait-elle à ce point ? »

Rosa, figure moderne. Femme dans un monde d'hommes – la politique du début du siècle – avec tout ce que cela comportait de combats, de mutilations, de renoncements. Rosa, figure emblématique d'une certaine Allemagne : juive et communiste, elle est déjà « en trop » avant l'arrivée d'Hitler. « Liquidée par ceux qui rallieront le rang des croix gammées, elle apparaît comme une première victime du Nazisme... »

De là, sa seconde disparition. Née en 1945 d'une sorte de parthénogénèse bizarre, l'Allemagne « innocente » a longtemps refoulé son passé dans un grand sac-poubelle et s'est accrochée à la démocratie retrouvée pour montrer non seulement qu'elle savait mieux faire, mais aussi, pour cacher le replâtrage sinistre qu'elle effectuait : les bourreaux qui devenaient P.d.g., entrepreneurs, politiciens, on s'arrête là, chef d'Etat c'est chez les voisins. Alors un pays où le citoyen-lambda ignore même jusqu'au nom de son dernier empereur (sondage exclusif réalisé par Margarethe von Trotta dans les rues de ses bonnes villes), il y a peu de chances pour qu'il se souvienne de Rosa, déjà une emmerderesse qui les a titillés là où ça les démangeait...

Margarethe von Trotta appartient à cette génération d'intellectuels et notamment de cinéastes qui ont gratté la bonne conscience allemande comme nous, les bulletins du Loto : sont alors apparus les livres, des films libérateurs qui auscultaient sans complaisance le grand corps malade de la nation. « L'Honneur perdu de Katharina Blum », « les Années de Plomb », « Le Mariage de Maria Braun », « Le Tambour », « l'Allemagne en Automne »... De Hitler à Baader, la logique devenait plus flagrante. Et en grattant un peu plus, en remontant plus loin la filière de l'oubli, on aboutit à « Rosa Luxembourg ».

Revers de la médaille, les pionniers du décapsulage des cerveaux bétonnés sont aujourd'hui en partie désavoués par les jeunes au nom du « vrai cinéma » et de « l'esthétisme » : « Comme si les vieux avaient fait le nettoyage, les petits avancent sûr d'eux, déplore Margarethe. C'est le pop, le rock, le punk. Non pas une attitude de défi mais un « j'men foutisme » généralisé. Un nouvel oubli : les dérapages de la R.a.f., de Baader sont déjà loin derrière. » Des rives du Landwehrkanal aux cellules de Spandau, de Spandau à Stammheim, l'Allemagne, décidément, renâcle à suivre le guide. Suivons-le pour elle. Déclinons « Rosa » à sa place...

F. G.

(1) « Rosa Luxembourg » de Margarethe von Trotta. Avec Barbara Sukowa et Daniel Olbrichsky. Sortie le 15 octobre.

c'est un fait : Robert Redford vieillit mal. Le merveilleux blond qui nous faisait craquer dans « Butch Cassidy et le Kid » ou « Nos plus belles années » n'est plus si craquant que ça. Charmeur toujours, mais charmeur fatigué. Sans ce petit quelque chose qui rendait son sourire tellement dévastateur. Dommage pour lui, dramatique pour nous : car que reste-t-il d'un film aussi quelconque que « l'Affaire Chelsea Deardon » quand Redford nous lâche, et qu'on ne peut même plus fantasmer sur l'acteur principal ? L'ennui. Une comédie pas très drôle, mal ficelée et languissante. Seule rescapée du naufrage, Debra Winger, pétillante à souhait. Tout fout le camp, sauf la nostalgie. Ah, comme Redford était beau en ce temps là...

M.D.

** « L'Affaire Chelsea Deardon », d'Ivan Reitman. Avec Robert Redford, Debra Winger, Darul Hannah.*

La mémoire qui flanche

Vienne, 1945. Un juif autrichien qui a su émigrer à temps revient sous l'uniforme des G.I. Amère victoire : dans son pays en ruines, les mentalités sont inchangées, vissées dans l'antisémitisme et la haine ; la rancœur et la rancune. Marché noir, compromissions : les anciens Nazis sont recrutés par la C.i.a., un peuple barbote dans la survie déjà amnésique. Alex Corti raconte ces désillusions avec émotion, intelligence et une de ces photos en noir et blanc qui vous chavirent l'âme. C'est passionnant de bout en bout mais jamais didactique. Comme quoi on peut penser haut et aussi savoir filmer. A voir en urgence.

F. DE G.

** « Welcome in Vienna », d'Alex Corti. Avec Gabriel Barylli, Claudia Messner, Hertha Schell...*

ALICE AU PAYS DES HORREURS

* *« La Terroriste », par Doris Lessing, traduit de l'anglais par Marianne Véron (Albin Michel).*

PAUVRE Alice ! Pour rater sa vie, elle ne craint personne, son papa et sa maman ne vont pas être contents. Avec cet humour un peu cassant, cette compassion aride et ce formidable intérêt pour le monde qui l'entoure qui sont la marque de son génie, Doris Lessing nous raconte au travers de la « carrière » d'Alice, terroriste amateur et révolutionnaire en peau de lapin, la saga d'une génération perdue. Celle qui eut entre vingt et trente ans au début des années quatre-vingt. Et perdue par sa faute, par veulerie, par paresse ou, dans le meilleur des cas, parce qu'elle n'a pas su surmonter une enfance ou trop difficile ou trop facile. Quel dommage que l'éditeur français n'ait pas osé traduire littéralement le titre anglais. Car «A Good Terrorist », plutôt que « la Terroriste », ça se traduirait plutôt par « Une bonne terroriste » ou mieux encore – avec la connotation de commisération et de dédain contenue dans « good » – par « Une Bonne Petite Terroriste ». Comme on dit une bonne petite élève ou une bonne petite ménagère !

Car Alice est vraiment une brave petite. Elle essaie même avec beaucoup de constance d'être une bonne révolutionnaire. Mais rien à faire, la langue de bois et la logomachie qui font la vraie dialecticienne, ça ne rentre pas. Ah ! parlez-moi de confectionner une soupe nourrissante et bon marché pour trente personnes ou de remettre en état en deux temps trois mouvements un immonde taudis. Aussitôt Alice donne toute sa mesure. Qu'il s'agisse de creuser des trous dans un jardin pour y enseVelir de répugnants seaux pleins de merde ou de faire le siège des fonctionnaires de la mairie pour arracher une autorisation rien ne la rebute. Sa mère, Dorothy, qui, elle, n'a pas eu la chance de faire des études supérieures le lui reproche assez : « En fin de compte, tu mènes la même existence que moi. A faire la cuisine pour d'autres et les couver comme une nounou. Une bonne à tout faire ! »

Son courage, son abnégation, son sens de l'organisation l'aident à résoudre tous les problèmes. Seulement voilà, Alice a attaché son destin à celui d'une petite frappe, Jasper, qu'elle aime désespérément en dépit de son évidente homosexualité et qui, jouant avec conviction son rôle de mauvais génie, va l'entraîner jusqu'au crime.

Virés de chez la mère d'Alice excédée d'entretenir depuis quatre ans le couple de parasites, Jasper et Alice débarquent un soir dans un squatt de la banlieue londonienne où est déjà installé l'état-major du C.u.c. (Centre de l'union communiste) groupuscule vaguement marxiste-léniniste en la personne de Bert, un garçon d'une trentaine d'années dont Jasper est évidemment tombé amoureux, et de Pat, une fille belle et sensuelle mais dont la lucidité supporte mal l'amateurisme de ce ramassis d'apprentis bolchéviks regroupés dans ce qui fut jadis une cossue maison bourgeoise du début du siècle. Seule sa passion charnelle pour Bert la retient encore. Les autres locataires sont un couple d'homosexuelles en cavale : Roberta, calme et maternelle matrone, et son amie la jolie et totalement cinglée Faye. Un jeune chômeur, Jim, encore plus marginal que les autres parce que Noir et non engagé politiquement clôt la liste.

A peine arrivée, Alice qui ne supporte ni la saleté, ni les odeurs nauséabondes, ni l'illégalité entreprend de tout réglementer. Elle obtient que le squatt soit autorisé, fait disparaître immondices et excréments, fait rétablir l'eau et l'électricité, repeint les chambres, bref, en moins de cinq jours, épuisée mais ravie, elle transforme un trou pouilleux en maison chaudement familiale où les branches de forsythia cueillies dans un jardin débarrassé de ses ordures illuminent une cuisine brillante comme un sou neuf. Alice est une fille formidable. Sa tendresse pour les êtres et les choses est sans bornes... « Bienveillante et secourable Alice », elle a bien souvent « le visage inondé de larmes de gratitude », et elle dispense sans compter son amour aux chats perdus, aux objets : « Pauvre maison se disait-elle, éperdue de tendresse, j'espère qu'un jour quelqu'un l'aimera et s'en occupera. » Mais dans le même temps, elle vole sans vergogne ses parents avec qui elle entretient des relations ultra-conflictuelles, ment comme elle respire, accepte sans sourciller que son groupe adhère à l'Ira et à ses méthodes expéditives et adhère, du bout des lèvres il est vrai, au projet d'attentat forcément meurtrier en plein cœur de Londres.

Qu'est-il arrivé à cette fille ? Son développement s'est-il arrêté comme le prétend quelqu'un qui l'aime sincèrement ? Est-elle idiote ? Non, même pas. Selon Doris Lessing elle vit dans un monde de rêve dont le grand ordonnateur serait un Lénine qu'elle n'a d'ailleurs pas lu... et la classe ouvrière, une mythique et improbable légion : « Le sel de la terre, se disait Alice par devoir, en contemplant ce spectacle d'ouvriers qui faisaient le plein avant d'aller au labeur avec force assiettées d'œufs aux saucisses, de frites, de haricots au four et de pain frit. Dépassant de toutes les poches, quand ils n'étaient pas étalés sur les tables en cours de lecture, elle ne voyait que des « Mirror » et des « Sun ». Sous-prolétaires seulement, se dit Alice soulagée de ne pas avoir à les admirer. Ce n'étaient pas ces hommes-là qui sauveraient l'Angleterre d'elle-même. »

Reste que ni l'Ira ni les Soviétiques contactés par Jasper et Bert – les candides imbéciles ! – n'accepteront de travailler avec ces ratés de l'agit-prop que sont les locataires du 43. Frustrés d'action, furieux d'avoir été méprisés par les « professionnels », poussés par la suicidaire Faye, ils se concocteront leur petit attentat à eux. Bricolée de bric et de broc par une inquiétante fille, Jocelin, leur voiture piégée sera pourtant mortellement efficace : « Tout le long du flanc de l'hôtel, c'était un spectacle effroyable ; des corps sur le trottoir, les uns allongés, immobiles et d'autres s'efforçant de se redresser ; des morceaux de métal, de verre brisé, des sacs, des gravats, du sang (...) Ils avaient visé juste. Cinq morts et sans doute bientôt un sixième – une fille de quinze ans. Plus de vingt blessés. » Ça ne vous rappelle rien ? Ce qui est formidable avec Doris Lessing c'est qu'en écrivaine universelle elle reste en prise directe sur le monde contemporain. Comme Balzac qui, avec « Une ténébreuse affaire » dénonçait les scandales politico-policiers de son temps, la Restauration ou les ultimes avatars post-révolutionnaires ou post-Empire dans « la Rabouilleuse » ou encore comme Dostoïevski avec ses romans sur fond de despotisme tzariste.

Témoin engagé d'une Afrique convulsionnaire (« les Enfants de la violence »), chroniqueuse sans aménité de l'Angleterre de la consommation et du mépris (« les Carnets de Jane Somers »), Doris Lessing avec « la Terroriste » nous invite à réfléchir sur ce nouveau phénomène de société qui transforme des garçons et des filles, ni plus bêtes, ni plus débiles, ni plus malheureux que d'autres en poseurs de bombes. Ce qui ne l'empêche pas, à l'intérieur de ce qui peut être lu comme le constat froid porté sur une jeunesse perturbée, rebelle sans cause et qui tue par ennui et faute de mieux, de s'attaquer, et avec quelle vigueur, à l'Angleterre de Mme Thatcher, à sa violence d'Etat, à son hypocrisie, à sa complaisance aux puissants et à sa cruauté aux laissés-pour-compte.

Pourtant Doris Lessing n'a aucune indulgence pour ses terroristes, elle ne leur accorde aucune circonstance atténuante

même si le monde dans lequel ils sont nés est pourri. Ce sont des tricheurs et des truqueurs. Pour commencer ils masquent leur accent. Quant on sait à quel point l'accent est révélateur d'une appartenance sociale dans ce pays à la fois si démocratique et si profondément inégalitaire on comprend leur feinte.

Faye joue à la cockney, c'est-à-dire qu'elle s'est forgé de toutes pièces une personnalité de gamine des rues londoniennes alors que son véritable accent serait plutôt « B.b.c. classique » c'est-à-dire moyenne bourgeoisie. Bert et Jasper aussi se sont fabriqué des personnalités d'emprunt : « Bert aussi avait modifié sa voix. Alice y décelait par moment les élégantes intonations de quelque luxueuse « public school » mais il l'avait déformée dans l'intention de paraître issu de la classe ouvrière. Malheureusement il se laissait percer à jour. »

Tricheurs, ils jouent à la révolution, mais en vieux gamins, ce qui les amuse c'est la bagarre avec les flics : « Les gens vont manifester parce que cela leur fait plaisir. Comme d'aller en pique-nique. Personne ne se demande plus si cela sert à quelque chose d'aller défiler ou manifester. Ils ne parlent plus que de ce qu'ils ressentent. C'est tout ce qui les intéresse. Ils s'amusent merveilleusement. Et si la police les moleste, c'est encore mieux. »

Tricheurs, ces pseudos prolétaires éprouvent en fait un mépris d'acier pour le peuple. En bons bourgeois ils aiment le peuple mais ne peuvent pas le sentir. Quand Alice ose demander après que l'attentat a été décidé : « Mais si les bombes explosent de cette façon, nous ne pourrons pas savoir qui se trouvera à proximité, n'est-ce pas ? », il lui est répondu : « De toute façon, c'est bien fait pour eux. » Des sales gosses qui jouent avec des allumettes et se contrefichent des conséquences de leurs actes.

En lisant l'implacable roman de Doris Lessing on est saisi d'un doute. Et si les monstres qui posent des bombes au Pub Renault, ou devant chez Tati, déchaînant l'horreur et la stupeur, ressemblaient comme des frères aux jeunes gens dévoyés qu'elle décrit avec un humour sarcastique et dévasteur. Enfants de la violence sans véritable cause, ils n'ont retenu du combat politique que la haine de l'autre, et le mépris pour ceux qui ne pensent pas comme eux : de la graine de commissaires politiques, de la semence pour Gestapo, Tchéka ou « Fous de Dieu. »



Ils n'ont que le mot nazi ou fasciste aux lèvres ayant totalement oublié quelle réalité politique ces termes recouvraient. Comme les crétins amnésiques qui criaient « C.r.s./S.s. » en 1968. Toutefois, le livre de Doris Lessing comporte des zones d'ombre très inquiétantes. Car si au 43, de la rue, la communauté de squatters vit dans l'anarchie, l'amateurisme et finalement l'imposture sanglante, au 45, en revanche — le squatt d'à côté — l'organisation est tout autre et sous la houlette d'un certain Andrew — dont même Alice n'arrive pas à déceler l'accent d'origine — se trament des complots autrement dangereux. Là, les recrues — rien que du sérieux et de préférence des femmes moins fragiles que les garçons, comme Pat et Muriel — sont envoyées en Lithuanie ou en Tchécoslovaquie afin de parfaire un entraînement qui leur permettra, en parfaites taupes, d'infiltrer plus tard les lieux de décision comme la B.b.c., les grands journaux, les partis, etc. Toute la différence entre « amateurs » et professionnels...

Après l'attentat sanglant, Alice, restée seule dans la grande maison qu'elle ne se résoud pas à fuir, a rendez-vous avec des « professionnels » justement. Un espion soviétique, terrifiant personnage sûr de sa puissance et de son bon droit qui ne lui pardonnera pas de l'avoir démasqué. Et un certain Peter Cecil, anglais pur jus lui, ce qui ne l'empêche pas d'être certainement un agent du contre-espionnage britannique. Pauvre Alice, elle a trop parlé, elle n'a pas été sage : « Il était une fois une petite fille qui s'appelait Alice, avec sa maman Dorothy... » et elle va le payer très cher...

« La Terroriste » est un livre bouleversant, puissant, riche, terrible et malicieux à la fois. Un cocktail que seule la grande Lessing est capable de réaliser aujourd'hui.

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS



Le 49-3 ou la dérobade

Le débat n'aura pas lieu ! Il y aurait pourtant eu beaucoup à dire sur la sale besogne effectuée par Léotard pour ménager les trusts multimédias : désavoué par le Conseil constitutionnel, Léo s'est arrangé pour rédiger des articles de loi anti-concentrations... qui autorisent la concentration de l'audiovisuel français entre les mains d'Hachette, d'Havas, d'Hersant et de la C.l.t. Une telle entourloupe aurait dû être dénoncée devant l'Assemblée nationale. Le groupe socialiste se promettait de le faire. Seulement voilà, en Conseil des ministres, le 1er octobre, Jacques Chirac « a été autorisé à engager la responsabilité du gouvernement ». La scène est jouée d'avance : avant même que Léo ne soit malmené (verbalement), Chirac aura sorti son 49-3... A force de se dérober la droite va finir pas se retrouver nue !

La triche

Quand on pense que la droite ose se plaindre de l'information à la télévision ! Elle lui serait défavorable. Les rédactions de l'audiovisuel ne seraient que des repaires de la gauche. A la demande de Lionel Jospin, la Haute Autorité a fait les comptes des temps d'antenne pour les mois de juillet et d'août 1986. Edifiant ! La règle officielle est celle des trois tiers : un tiers pour le gouvernement, un tiers pour la majorité, un tiers pour l'opposition. Ce qui donne déjà, d'avance, deux tiers pour la droite et seulement un tiers pour la gauche. Pour Chirac ce n'est pas assez : son gouvernement s'est octroyé 46 % du temps de la parole à T.f.1, 46 % également à F.r.3 et 54 % à Antenne 2. A quoi il faut ajouter les temps de parole de la majorité... Ces gens-là se prétendent démocrates. Ils ne sont que des tricheurs.

Léo-le-Casseur

La promulgation (sans les articles annulés par le Conseil constitutionnel) de la loi Léotard sur la communication, la semaine dernière, comporte un certain nombre de conséquences immédiates et néfastes que peu de confrères ont soulignées. Le grand chambardement de Léo-le-Casseur est commencé : la Commission consultative des radios locales privées (dite commission Jouvin) disparaît ; bonjour les combines, la pagaille et les requins ! Le Carrefour international de la communication est rayé d'un trait de plume ; comme disait l'autre jour Léo-bis (l'inénarrable Philippe de Villiers), la France risque de ne pas être en mesure de « faire face à l'évolution des nouvelles techniques de la communication ». Les autorisations d'utilisation du futur satellite T.d.f.1 accordées par le gouvernement de Laurent Fabius sont résiliées ; T.d.f.1 devient un gruyère où Chirac et Léotard vont pouvoir placer leurs copains du Luxembourg et d'ailleurs ! La S.f.p. est priée de se doter d'un nouveau conseil d'administration et les sociétés nationales de l'audiovisuel (Radio-France, Antenne 2, R.f.o., R.f.1, F.r.3 et l'Ina) sont invitées à se trou-


Gamma

Francis Bouygues.

T.f.1 : un espoir ?

Et si T.f.1 échappait à Hersant ou Hachette ? Peut-on en rêver ? Pour faire renoncer Hersant à T.f.1, Chirac et Léotard lui ont trouvé une compensation : ils lui refileraient le réseau de diffusion de T.v.6... qui viendrait renforcer son monopole sur la presse de province. Reste Hachette : seul, Jean-Luc Lagardère ne peut rien faire ; la loi le lui interdit. Où et comment trouver un partenaire idéal ? Francis Bouygues, l'homme des travaux publics, semblait convenir à Lagardère. Par contre Lagardère ne convient pas à Bouygues : le P.d.g. d'Europe 1 veut être majoritaire dans T.f.1 privatisée et imposer ses hommes. Première réponse de Bouygues : pas de partage à égalité, pas d'association. Deuxième réponse : Bouygues peut racheter T.f.1 sans Hachette.

Du coup, c'est la panique à Matignon et rue de Valois : Bouygues n'a-t-il pas fait savoir qu'« on ne change pas une équipe qui gagne » ? Autrement dit, si Bouygues rachetait T.f.1, il garderait Hervé Bourges, Alain Denvers et tous ceux qui ont « remonté » l'audience de la chaine ! Voilà qui va réjouir Jacques Toubon...

© Fondation Jean Jaurès

ver de nouveaux P.d.g. (avant six mois) ; là encore « ils » vont pouvoir caser des amis !

C'était notre rubrique : détruire pour régner.

Léo - l'Insipide

C'est fou ce que François Léotard est aimé ! Même au gouvernement il ne fait plus rire personne. Pis : il ennuie tout le monde. Ce qui, pour un qui a la tête enflée et se voit déjà candidat à la présidence de la République, n'annonce pas un puissant comité de soutien. Bref, à droite, le ministre de la Communication ne fait plus le poids, même dans l'exercice de ses fonctions. A preuve ce commentaire d'un autre ministre (R.p.r. celui-là) à la sortie du Conseil (des ministres) du 1er octobre : « On a eu un exposé banal, insipide et bourré d'erreurs de M. Léotard sur sa loi. La seule chose amusante, c'était le regard parfaitement ironique du président de la République pendant cet exposé. » Léotard insipide ? Les ministres sont vraiment méchants !

L'heure H

Pour réécrire ses articles de loi annulés par le Conseil constitutionnel François Léotard a beaucoup « consulté » du côté des trois « H » : Hachette, Havas, Hersant. En fait, c'est l'Agence Havas qui s'est faite la plus pressante et a dicté sa loi (c'est le cas de le dire !) à Léo. Il est vrai que Pierre Dauzier, nouveau P.d.g. d'Havas, a agi avec l'appui et la bénédiction de son « ami personnel » Jacques Chirac. Tout a été concocté à Matignon : Havas sera privatisée à temps (début 1987, probablement) pour être le maître d'œuvre de la Cinq nouvelle formule ; et R.t.l.-Télévision est priée d'apporter dans l'opération son savoir-faire et ses millions. Comme disait le 23 septembre dernier Pierre Dauzier : « Il ne faudrait pas que, au travers d'une loi sur la concentration, on favorise (...) les groupes étrangers. » Le patron d'Havas ne doit pas savoir que la Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion, maison mère de R.t.l., est une société de droit luxembourgeois et de capitaux majoritairement belges. Et dire que nous allons bientôt devoir vivre à l'heure H... Ça promet !

C.n.c.l. : c'est qui ?

C'est parti ! Avant la fin du mois, les noms des treize membres de la Commission nationale de la communication et des libertés (C.n.c.l.) seront rendus publics. Le calendrier est le suivant : le 17 octobre la Cour des Comptes, la Cour de cassation et le Conseil d'Etat éliront chacun un représentant. Avant le 21 octobre, l'Académie française désignera le sien. Dans les mêmes délais, le président de la République, le président du Sénat et celui de l'Assemblée nationale nommeront chacun deux membres de la C.n.c.l. Et les dix membres ainsi « élus » en coopteront trois autres. Dix plus trois égalent treize.

Treize membres, mais qui ? Les pronostics vont bon train. Mieux vaut attendre : nous saurons, une fois les noms connus, si cette institution est marquée du sceau de l'indépendance... ou du sceau de la droite.



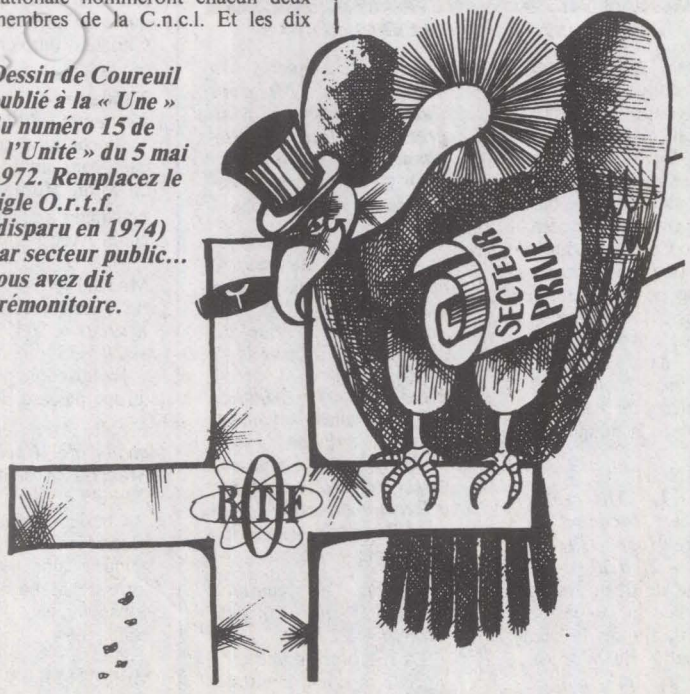
Sipa-presse

De l'eau dans le câble

Bernard Pons, ex-secrétaire général du R.p.r., homme lige de Chirac, s'est trouvé une planque : depuis quelques mois, il est président de Paris-Câble, la société chargée d'installer et d'alimenter un réseau câblé dans la capitale. A ce titre, en juin dernier, Pons avait fait une promesse chiffrée et datée : 1,3 million de foyers parisiens branchés en 1992, 30 000 l'étant dès le 1er octobre 1986. Pons avait tout prévu... sauf que la Haute Autorité serait encore en place à l'automne. Et ladite Haute Autorité, la semaine dernière, a refusé de délivrer l'autorisation nécessaire à la mise en service de Paris-Câble à la date promise ; elle a estimé « n'être pas en mesure de statuer au fond sur une question aussi importante » puisque les « dispositions essentielles » sont encore « en cours d'élaboration ». En clair : quand le législateur aura fini son travail, on verra...

Pons est furieux. Il a dénoncé « cette décision de caractère politique extrêmement choquante ». Ce sont les propos de Pons qui sont choquants : la Haute Autorité, selon lui, devrait se substituer à une loi qui n'est pas encore adoptée ! Et hypocrites : toutes les décisions « audiovisuelles » prises par la droite depuis le 16 mars 1986 ne sont évidemment pas « politiques » !

Bref, il y a de l'eau dans le câble. Ce qu'on savait déjà puisque la Compagnie générale des eaux et La Lyonnaise des eaux ont choisi de devenir actionnaires de plusieurs dizaines de Sociétés locales d'exploitation du câble (S.l.e.c.). Puisque, surtout, la Lyonnaise des eaux est le principal actionnaire Paris-Câble. Le P.d.g. de La Lyonnaise étant Jérôme Monod, ancien directeur de cabinet de Jacques Chirac : ça coule de source, non ?



Dessin de Coureuil publié à la « Une » du numéro 15 de « l'Unité » du 5 mai 1972. Remplacez le sigle O.r.t.f. (disparu en 1974) par secteur public... vous avez dit prémonitoire.

EN BREF

* On va voir ce qu'on va voir : « Nous allons nous battre », a dit Jacques Barrot. Le C.d.s. veut se battre contre l'introduction de la publicité politique à la télévision. Ils vont faire un spot ?

* Le Quai d'Orsay propose l'extension de T.v.5, la seule chaîne francophone actuellement diffusée par satellite. But de l'opération : faire oublier l'enterrement de la Sept, « projet européen » lancé par le gouvernement de Laurent Fabius.

* La Sept, justement, n'est plus qu'une société anonyme depuis le 30 septembre dernier. Et, le 20 octobre prochain, Bernard Faivre d'Arcier n'en sera plus le président. La Sept ne sera pas perdue pour tout le monde : Janine Langlois-Glandier, P.d.g. de F.r.3, a bien l'intention d'en récupérer le budget.

* Un projet de télévision locale parisienne vient de naître : Métropole TV, qui occuperait le Canal 33. Les capitaux viennent de La Lyonnaise des eaux, de la Banque Suez et du Groupe Amaury. Le patron en sera Pierre Barret, ancien président d'Europe 1 viré par Jean-Luc Lagardère.

* Radio-Beur a cinq ans : lancée en 1981 par de jeunes Maghrébins, la station de Saint-Ouen vient de souffler ses cinq bougies. Un anniversaire qui nous réjouit d'autant plus... qu'il en embête d'autres !

PAR FABIAN GASTELLIER



Jean Carmet, Pierre Richard, Paul Le Person et Philippe Noiret dans « Alexandre le bienheureux » d'Yves Robert (A2 20 h 35 mardi 4 octobre).

VENDREDI 10 OCTOBRE

A.2 Ciné-Club : « Le Carrosse d'Or », de Jean Renoir – 22 h 50.

Théâtre dans le théâtre et philosophie dans le boudoir. Un film magique pour le quinzième anniversaire du Ciné-Club.

F.r.3 « Taxi », magazine proposé par Philippe Alfonsi – 21 h 30.

Quand les hommes politiques se jugent les uns les autres.

SAMEDI 11

R.a.s. Profitez-en donc pour lire. Tenez, jetez-vous sur le recueil des articles d'Alain Schifres : « Ceux qui savent de quoi je parle comprendront ce que je veux dire » (Laffont-Pauvert). D'ailleurs ceux qui savent de quoi il s'agit ont déjà pigé pourquoi j'en cause (ou déjà acheté le bouquin).

Schifres est au journalisme de société ce que, allons-y, le Beluga gros grains est à l'œuf de lump : le rêve, le modèle. Le « Mec » plus ultra, Schifres que vous dire ? Schifres ça s'attrape comme un virus et pourtant, hélas, ça n'est pas contagieux. Je m'explique. Une fois que, via le « Nouvel Observateur », vous l'avez contacté, vous l'avez contracté. Symptômes : fébrilité six jours par semaine, nervosité le septième lorsque le malade compulse avec grand émoi son hebdo enfin là. Deux solutions : ou bien Schifres a pondu son œuf carré, et dès lors c'est l'extase ; ou bien y'a rien et le malade sombre dans une méga crise de morosité qui peut le pousser loin. Parfois, il se met à écrire, à copier. Las ! Rapport au chef, aussi improbable qu'une oasis dans le désert (on court toujours après et on rattrape jamais), on ne voit poindre, ici et là, que de sinistres troupeaux de sous-Schifres (râh). Parce qu'avec lui, non seulement on en sait autant sur le sujet traité que si on s'était tapé deux ans d'abonnement aux revues « pro » chiantes et bétonnées mais en plus on se marre. On se fend la pêche. Quel style là où nous, pauvres nouilles, n'avons souvent qu'un stylo. Schifres, c'est un peu l'enfant tout naturel de Queneau et Céline qui aurait eu Devos pour parrain. Ça fuse et ça dérape ; ça jongle avec les mots, butine la syntaxe, lutine la sémantique. Comme tous les miros tragiques, il sait voir comme personne au fond des tics d'une société. Bonjour les miroirs qu'on se prend dans la gueule ! Convaincus ? Allez... Vous en roulerez de plaisir sur le dallage ou la moquette !



Liza Minelli et Ingrid Bergman dans « Nina ».

DIMANCHE 12

T.f.1 « Les Misérables », de Robert Hossein d'après Victor Hugo. Première partie – 20 h 30.

Sorte de docu grandiloquent sur la pas-fastoche réinsertion après le bagne. Et Hugo ? En vacances... (Suite et fin lundi 13, 20 h 35).

A.2 « Les Enquêtes du Commissaire Maigret : l'ami d'enfance de Maigret », téléfilm de Stéphane Bertin – 20 h 35.

On a tué Joséphine Papet. Est-ce André Bobard l'assassin ?

« Musiques au cœur », émission proposée par Eve Ruggieri – 22 h 10.

Traficotages autour de l'œuvre de Stravinsky.

F.r.3 Concert : Mahler, « Des Knaben Wunderhorn », solistes Lucia Popp et Walton Gronroos. Orchestre philharmonique d'Israël, direction Leonard Bernstein – 20 h 35.

Sublime.

Cinéma de minuit : « Nina », de Vincente Minelli – 22 h 30.

La rencontre d'une provinciale et d'une comtesse dans un film féerique. Liza Minelli contre Ingrid Bergman. On craque.

Canal Plus « Cinémode », réalisation de Guy Girard – 22 h 15.

Le numéro 3 du magazine de mode le plus flashant du petit écran. Au menu : la rentrée automnale par Kenzo, Montana, Dorothée bis et les autres plus les petits secrets de l'expo Saint Laurent. A noter : rediff. en clair le 19/10 à 13 h 05.

LUNDI 13

A.2 « Les 5 dernières minutes : Rouges sont les vendanges », téléfilm de Claude Loursais – 20 h 35.

Une rareté : entre Souplex et Cabrol, le commissaire Le Carré qui n'a enquêté qu'un seul été. Alias Christian Barbier.

F.r.3 « Le Boulanger de Valorgues », d'Henri Verneuil – 20 h 35.

Blocus rural et grève du pain dans un petit village du Midi. Motif : le fils du boulanger a engrossé l'épicière. Avec Fernandel.

MARDI 14

A2 « Alexandre le Bienheureux », d'Yves Robert – 20 h 35.

Radioscopie d'un misanthrope peinard. Rediff.

F.r.3 « Avec les compliments de Charlie », de Stuart Rosenberg – 20 h 35.

Charles Bronson, alias Monsieur Propre du cinéma ricain, nettoie une sorte de Mafia à ramifications suisses. Après, ça brille.

MERCREDI 15

T.f.1 « Ambitions », émission proposée par Bernard Tapie – 20 h 35.

Le tapin de Tapie reprend.

« Voyage au bout de la vie », série conçue par Marc Horwitz et Bernard Martino. Première émission : « Appréhender la mort » – 22 h 05.

Aujourd'hui l'homme escamote complètement l'idée de la mort. Résultat : peut-être qu'on la craint dix fois plus...

A.2 « Le Grand Echiquier », émission de Jacques Chancel – 20 h 35.

En compagnie du violoncelliste Yo-Yo Ma et de ses copains.

JEUDI 16

T.f.1 « Infovision » – 21 h 45.

Deux enquêtes au programme : le « prix du sang » (où en est-on dans la transfusion sanguine ?) et « Chili, une dictature au quotidien » qui veut bien dire ce que ça veut dire.

A.2 « Le Fils de Caroline chérie », de Jean Devaivre – 20 h 35.

Martine Carol : âge mûr d'un sex symbol.

F.r.3 « Les Liens de sang », de Claude Chabrol – 20 h 35.

Tueries familiales et distribution interlope : Donald Sutherland, Stéphane Audran, Laurent Malet...

« Kal ou l'Inde revisitée », série de Jean-Jacques Flort et Kim Gordon Bates. Première partie : « la Vache et l'ordinateur » – 22 h 30.

D'un côté la misère ; de l'autre la « Silicon Valley » de Bangalore : deux civilisations en une. A ne pas manquer.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325